

Rapport financier semestriel 2020

—

Sommaire

1	Message du Directeur Général	1
2	Chiffres clés du premier semestre 2020	3
3	Faits marquants et contrats clés	5
4	Rapport semestriel d'activité	9
5	États financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2020	17
6	Déclaration de la personne responsable du Rapport Financier Semestriel	55
7	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	57



Message du Directeur Général

D'abord et avant tout, les équipes de SUEZ ont travaillé tout au long du premier semestre dans un contexte sans précédent pour fournir nos services et produits en toute sécurité et avec un engagement indéfectible de continuité et de qualité. Nos salariés peuvent être fiers de ce qu'ils ont accompli, faisant de nos valeurs – la passion pour l'environnement, le respect, l'attention portée au client, et l'esprit d'équipe – une réalité, et je leur suis particulièrement reconnaissant pour leur engagement, qui apporte résilience et agilité à nos opérations.

Malgré la pandémie, le Groupe a continué sa transformation avec Shaping SUEZ 2030. Plus particulièrement, les contrats gagnés ce semestre illustrent nos priorités de croissance sélective : le contrat de Tachkent nous permettra de déployer notre expertise et nos solutions intelligentes pour moderniser et améliorer les services d'eau et d'assainissement pour 3,5 millions de personnes. En pleine pandémie, nos équipes ont pris en charge les opérations de collecte et de recyclage à Somerset, au Royaume-Uni, dans le cadre d'un contrat d'une durée de dix ans. En Chine, nous avons formé une nouvelle joint-venture pour construire et exploiter une nouvelle installation de récupération des déchets dangereux, notamment du secteur automobile au sein du Parc Industriel et Chimique de Shanghai (SCIP). Nos activités dans l'eau industrielle ont bien résisté au ralentissement, gagnant de nouveaux clients dans des secteurs en croissance tels que l'alimentaire, la pharmacie et la microélectronique.

En ce qui concerne notre plan de rotation d'actifs : nos principaux projets de la première vague de cessions sont en négociation et nos priorités pour la deuxième vague ont été identifiées et lancées. Nous avons également démarré le redéploiement des capitaux dans nos activités en Chine, dans les capacités membranaires en Europe et dans les déchets dangereux au Moyen-Orient.

Au cours de ce semestre, les équipes ont très bien réagi pendant la pandémie tout en réduisant les frais généraux ainsi que les capex et en maîtrisant notre besoin en fonds de roulement. Nous sommes en mesure de capitaliser sur cette expérience pour étendre nos programmes d'efficacité existants : ceux-ci avancent bien et nous confirmons notre objectif initial de générer un milliard d'euros d'économies annuelles brutes à horizon 2023, dont au moins 45 à 50 % d'ici 2021.

Notre performance au premier semestre 2020 est meilleure qu'attendue à la fois au niveau du chiffre d'affaires, qui affiche une baisse organique de seulement -4,5 %, et au niveau de la rentabilité. L'EBITDA, qui a bien résisté – en baisse de -18,3 % – et l'EBIT qui ressort à 76 millions d'euros (incluant des coûts et provisions one-off liés à l'environnement actuel estimés à 281 millions d'euros) reflètent une performance de juin meilleure que prévue.

Pour l'avenir, nous ne pouvons ignorer les risques que crée l'environnement actuel : nos perspectives supposent qu'il n'y ait pas de retour aux mesures de confinement d'ampleur régionale telles qu'observées en Europe et en Asie au premier semestre, mais nous anticipons par exemple une saison touristique peu dynamique. Néanmoins, et en tenant compte de ces points d'attention, nous sommes en mesure de donner une visibilité à nos actionnaires sur le reste de l'année et d'exprimer notre confiance quant à l'ampleur des opportunités, pour SUEZ, dans la reprise.

Nos services sont essentiels pour la protection et la restauration de l'environnement ainsi que pour la résilience économique et sociale. La raison d'être de SUEZ – façonner un environnement durable dès maintenant – répond à ces enjeux. Nous envisageons l'avenir avec l'engagement renouvelé de fournir nos solutions innovantes impactant positivement la santé et la qualité de vie.

Bertrand Camus
Directeur Général
SUEZ



Chiffres clés du premier semestre 2020

Le tableau ci-dessous présente des extraits des comptes de résultat, des états de situations financières et des états des flux de trésorerie des comptes consolidés condensés pour les clôtures semestrielles des 30 juin 2020 et 30 juin 2019.

Les informations financières ci-dessous doivent être lues conjointement avec les comptes consolidés semestriels condensés et le rapport semestriel d'activité figurant ci-après.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Chiffre d'affaires	8 166,6	8 656,0
EBITDA ^(a)	1 196,4	1 521,2
Résultat net part du Groupe	(538,2)	211,6
Cash-flow libre ^(b)	52,4	292,3
Dette financière nette	10 749,2 <i>au 30 juin 2020</i>	10 151,2 <i>au 31 décembre 2019</i>

(a) L'indicateur EBITDA est présenté hors impact IFRIC 21.

(b) Avant cessions et investissements de développement.



Faits marquants et contrats clés

Janvier 2020

RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'EXPLOITATION DE L'UNE DES PLUS GRANDES USINES DE RECYCLAGE DES EAUX USÉES DES ÉTATS-UNIS

Ce contrat, d'un chiffre d'affaires total d'environ 67 millions d'euros pour une durée de cinq ans, prolonge jusqu'en 2024 la collaboration initiée en 1994 avec le West Basin Municipal Water District

pour l'exploitation de l'usine de recyclage des eaux usées Edward C. Little, située en Californie du Sud.

L'installation produit environ 150 000 m³ d'eau chaque jour et contribue ainsi à préserver les ressources hydriques de l'une des régions du pays les plus exposées à la sécheresse.

Février 2020

RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE DIJON MÉTROPOLE AU TRAVERS D'UNE SEMOP

Dijon Métropole a attribué la délégation de service public à SUEZ sous une forme contractuelle innovante : pour la première fois, la gestion de l'eau potable et des eaux usées est regroupée au sein d'une SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique).

Ce nouveau contrat de neuf ans, débutant en avril 2021, représente un chiffre d'affaires total de 278 millions d'euros. Les solutions innovantes du Groupe répondent aux objectifs que le client s'est fixé en matière de gestion durable de la ressource en eau : réduction des déversements en milieu naturel des réseaux d'assainissement, élimination des macroplastiques issus des réseaux, diminution significative de la présence de perturbateurs endocriniens rejetés dans la nature, mise en place de solutions innovantes de traitement des boues polluées par la méthanisation et la création de biogaz.

Cette joint-venture multiservices sera le premier service de gestion de l'eau potable et des eaux usées à énergie positive, fournissant à la ville l'excédent de biogaz produit dans la station d'épuration, mais aussi le premier service zéro déchet.

NOUVEAU CONTRAT DE VALORISATION DES DÉCHETS DANGEREUX EN CHINE

SUEZ NWS, SCIP (*Shanghai Chemical Industry Park*) et SAIC Motor Co Ltd, l'un des principaux constructeurs automobiles chinois, s'associent dans le cadre d'un nouveau contrat pour valoriser les déchets dangereux issus du secteur automobile et de clients du parc industriel, et les accompagner dans leur transition environnementale.

L'unité de valorisation, construite et exploitée à travers ce contrat d'un chiffre d'affaires cumulé estimé à environ 528 millions d'euros sur une durée de 30 ans, sera dotée de technologies de traitement des déchets conformes aux normes européennes en matière d'émissions de Gaz à Effet de Serre et particules fines.

Mars 2020

DÉPLOIEMENT DES PLANS DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ ET MISE EN PLACE D' ACTIONS POUR S'ADAPTER AU CONTEXTE DE COVID-19

L'ensemble du groupe SUEZ s'est mobilisé pour maintenir ses services essentiels dans l'eau et les déchets, ayant un impact direct sur la santé et la qualité de vie des citoyens.

Compte tenu de la baisse importante des volumes d'activités liée aux mesures de confinement des populations, le Groupe a engagé des mesures supplémentaires pour optimiser ses opérations et atténuer les impacts potentiels sur les revenus et la rentabilité, ainsi que pour renforcer sa liquidité, tout

en s'assurant du maintien du meilleur service et de la plus grande sécurité pour ses équipes et ses clients :

- ▶ réduction significative des dépenses et des coûts, au-delà des économies prévues dans le cadre du plan de transformation déployé avec Shaping SUEZ 2030 ;
- ▶ réduction des investissements en 2020 d'environ 15 % par rapport à leur niveau de 2019, tout en ayant conscience que les investissements sont nécessaires dans certaines activités du Groupe pour garantir ses niveaux de service.

Avril 2020

COVID-19 : MISE EN PLACE D'UN PLAN DE SOLIDARITÉ

Le Groupe a annoncé proposer à l'ensemble de ses parties prenantes – clients, collaborateurs, fournisseurs, dirigeants, actionnaires – de renforcer ses mesures d'accompagnement et de dédier des ressources financières supplémentaires pour lutter contre le Covid-19 :

- ▶ soutien aux salariés du Groupe qui seraient concernés par du chômage partiel ;
- ▶ don d'un quart de la rémunération du Directeur Général et du Comité Exécutif pendant la période de confinement à des actions de lutte contre le Covid-19 ;
- ▶ diminution du dividende proposé à l'Assemblée Générale de près d'un tiers, à 0,45 euro par action.

Mai 2020

NOUVEAU CONTRAT D'ASSAINISSEMENT AUX ETATS-UNIS

SUEZ a remporté l'exploitation et la maintenance du système de traitement des eaux usées de Norwalk, dans le Connecticut, représentant un chiffre d'affaires cumulé de 78 millions de dollars américains pour une durée de dix ans.

SUEZ DÉVOILE SA « RAISON D'ÊTRE » POUR FAÇONNER UN ENVIRONNEMENT DURABLE DÈS MAINTENANT

Au cours de l'Assemblée Générale du 12 mai 2020, Bertrand Camus, Directeur Général a présenté aux actionnaires la « Raison d'être » du Groupe. Marqueur de l'identité du Groupe, elle vise également à mieux expliciter aux parties prenantes la contribution que l'entreprise entend apporter à l'ensemble des grands enjeux de société, compte tenu de son histoire et de sa culture, mais également de la profonde transformation initiée par le plan stratégique Shaping SUEZ 2030.

« Raison d'être » du groupe SUEZ :

« Fort de son expertise bâtie depuis la fin du XIX^e siècle, SUEZ aide les femmes et les hommes à améliorer constamment leur qualité de vie, en préservant leur santé et en accompagnant le développement économique.

Nous œuvrons à un accès aux services essentiels de l'environnement pour tous. Nous fournissons une eau de qualité, adaptée à chaque usage, tout en préservant ce bien commun. Nous valorisons les eaux usées et les déchets pour les transformer en de nouvelles ressources.

Face à l'accroissement démographique, au changement climatique et aux inégalités sociales et géographiques, les populations sont de plus en plus exposées aux conséquences de l'urgence environnementale qui affecte notre planète. SUEZ s'engage chaque jour pour préserver les éléments essentiels de notre environnement : l'eau, la terre et l'air, qui garantissent notre futur. SUEZ s'investit pour la préservation et la restauration du capital naturel et ainsi l'avenir de la biodiversité sur mer comme sur terre.

Partenaire engagé auprès des collectivités, des industriels et des citoyens, SUEZ mobilise les parties-prenantes pour réussir la transition environnementale, en développant des modèles d'économie circulaire et en innovant pour anticiper les exigences du futur.

Fières de leurs métiers et fortes de leurs valeurs, les équipes de SUEZ ancrées sur tous les territoires façonnent un environnement durable, dès maintenant. »

Juin 2020

SUEZ POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE ET ACCOMPAGNE L'ANGOLA DANS SON DÉFI DE FACILITER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE

Réunis dans un consortium avec Mota Engil et Soares da Costa, SUEZ a remporté le contrat de développement de l'usine de production d'eau potable de Bitá à Luanda, capitale de l'Angola. D'un montant de 98 millions d'euros pour SUEZ, ce contrat porte sur le pompage de l'eau brute dans la rivière Kwanza, le développement sur 39 mois d'une usine de traitement de l'eau ainsi que 9 mois d'assistance aux opérations.

L'usine permettra de répondre aux besoins en eau potable de la population en forte croissance de la ville de Luanda et accompagnera le développement économique de la capitale.

NOUVEAU CONTRAT DE MODERNISATION ET D'AMÉLIORATION DES SERVICES D'EAU DE LA CAPITALE DE L'OUBÉKISTAN

À travers ce contrat, d'une durée de sept ans et pour un chiffre d'affaires cumulé de 142 millions d'euros, SUEZ va aider la ville de Tachkent à améliorer ses services d'assainissement et d'approvisionnement en eau pour ses habitants, et ainsi contribuer au développement économique local.

Le contrat de co-gestion signé avec la ville de Tachkent permettra notamment de réduire les pertes en eau, par le déploiement de techniques avancées de détection et de réparation des fuites, et d'assurer une surveillance en temps réel du réseau hydrique.

Juillet 2020

NOUVEAU CONTRAT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE ROISSY PAYS DE FRANCE

Le Groupe a remporté la délégation de service public pour l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France pour huit ans. Ce contrat, d'un chiffre d'affaires cumulé de 20 millions d'euros, a débuté le 1^{er} juillet 2020. L'apport de technologies de pointe permettra de répondre aux engagements forts de la collectivité en matière d'environnement.

NOUVEAU CONTRAT DE COLLECTE INCLUANT LE DÉPLOIEMENT DE SOLUTIONS DIGITALES

SUEZ assure depuis le 1^{er} juillet la collecte des déchets ménagers de Bourges Plus. Ce nouveau contrat d'une durée de six ans et demi et d'un chiffre d'affaires cumulé de 22 millions d'euros, prévoit le déploiement de plusieurs outils digitaux tels que l'application « mon service déchets » dont Bourges Plus sera la première collectivité à bénéficier. Cette application mobile facilite le geste de tri pour les citoyens, notamment en offrant la possibilité de scanner le code-barres d'un produit afin de le placer dans le bon conteneur.

NOUVEAU CONTRAT DE VALORISATION DES DÉCHETS DANGEREUX EN CHINE

SUEZ a remporté, avec ses partenaires, le contrat de construction et d'exploitation d'une usine de traitement des déchets dangereux de la ville de Huaibei, dans la province d'Anhui, pour un chiffre d'affaires cumulé estimé à environ 700 millions d'euros sur une période de 30 ans. Doté de solutions en faveur de l'économie circulaire locale, ce projet contribuera à la protection de l'environnement et favorisera le développement économique et social.

SUEZ INVESTISSEMENT LOCAL, NOUVEL ACTEUR FRANÇAIS DU FINANCEMENT DE PROJETS DANS L'EAU ET LES DÉCHETS

SUEZ et Vauban Infrastructure Partners s'associent pour créer «SUEZ Investissement Local», une société commune qui ambitionne de financer 500 millions d'euros de projets d'ici 2025, dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et des déchets. SUEZ Investissement Local sera l'actionnaire principal de sociétés concessionnaires portant les projets. Dans le cadre de ce partenariat exclusif et de long terme, SUEZ portera les responsabilités industrielles des opérations de construction et d'exploitation des infrastructures et demeurera ainsi l'opérateur local stable et l'interlocuteur privilégié des collectivités territoriales.



Rapport semestriel d'activité

4.1	Évolution de l'activité et du résultat des opérations	12
4.2	Évolution des secteurs opérationnels	12
4.3	Autres éléments du compte de résultat	13
4.4	Financement	13
4.5	Autres postes de l'état de situation financière	14
4.6	Transactions avec des parties liées	14
4.7	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	15
4.8	Perspectives 2020	15

Événements importants du premier semestre 2020

CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de Covid-19, qui a fait l'objet d'une déclaration d'urgence sanitaire par l'Organisation Mondiale de la Santé le 30 janvier 2020, a eu un impact conséquent au premier semestre, et notamment au second trimestre, sur les économies des pays dans lesquels SUEZ est présent. Il est cependant parfois impossible d'isoler les impacts directs de la pandémie de ses conséquences indirectes sur les niveaux d'activité dans certains marchés. Dès lors l'estimation des coûts est limitée à ceux qui peuvent directement être liés à la pandémie.

Les missions de services publics essentiels et vitaux ont été remplies dans tous les territoires. Le Groupe a mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour permettre à ses équipes et à ses sous-traitants de travailler sans mettre en jeu leur sécurité et celle de leurs clients.

Sur l'ensemble du périmètre du Groupe, les mesures de confinement ont eu pour effet la baisse des activités touristiques et de la consommation d'eau associée, une raréfaction des déchets industriels et commerciaux à traiter, l'arrêt temporaire des activités de construction d'infrastructures et l'impossibilité pour les équipes SUEZ d'accéder aux sites des clients pour réaliser les prestations de services prévues.

Des sites de pré-traitement et de traitement des déchets ont été fermés ; identifiés dans le plan de transformation 2030 du Groupe avant la pandémie, certains ne rouvriront pas.

Dans un contexte particulièrement difficile, SUEZ a renforcé sa structure financière, en conservant une position liquide très importante, avec l'émission de deux milliards d'euros de dette à long terme, soit l'équivalent de l'intégralité de l'échéance de dette à long terme d'ici juin 2022.

Sont présentés ci-dessous, pour les principaux postes du compte de résultat consolidé impactés par la crise sanitaire et économique :

- ▶ les effets de la crise et les moyens mis en œuvre pour mesurer ces effets ;
- ▶ les mesures de soutien dont a bénéficié le Groupe.

Compte tenu de l'incertitude autour de l'évolution de la pandémie, les impacts sur les comptes semestriels ne sont pas représentatifs de ce qu'ils pourraient être au second semestre 2020.

Impacts opérationnels

Chiffre d'affaires

Le Groupe a connu au cours du semestre une diminution significative de son activité et plus particulièrement au cours du second trimestre. La mesure de toutes les conséquences directes de la pandémie au sein de cette baisse d'activité est difficile à évaluer.

Le chiffre d'affaires au premier semestre 2020 affiche une décroissance organique de -4,5% comparée au 1^{er} semestre 2019.

Par secteur opérationnel, les évolutions organiques sont les suivantes :

Eau : -3,2%. Il est à noter que, traditionnellement au 30 juin, la part de chiffre d'affaires estimée (ventes d'eau réalisées et non relevées : « eau en compteur ») est significative. Au 30 juin 2020, faute d'avoir pu réaliser les relevés de compteur pendant la période de confinement, les entités concernées ont eu recours à davantage d'estimations basées sur des données historiques, des statistiques de consommation...

Recyclage et Valorisation : -6,6%

Environmental Tech & Solutions : -3,3%.

Dépenses d'exploitation

Au-delà de l'impact sur les différentes activités (baisse de volumes et de tonnages,...), le Groupe a enregistré au cours du semestre de nombreux coûts et charges additionnels liés à la pandémie ; ainsi la fermeture de certains sites de traitement a généré des coûts de transport pour réorienter les flux vers d'autres exutoires de traitement.

Dans l'activité Construction, certains coûts d'exploitation encourus dans le cadre d'obligations contractuelles ont persisté malgré l'arrêt des chantiers. Ces coûts « d'inefficacités » ne peuvent pas être pris en compte dans le calcul de la marge à l'avancement des projets et doivent être comptabilisés directement en charges de la période.

Les achats d'équipements de protection des salariés pour permettre la continuité d'exploitation des services au public (masques, gel...) ont représenté plus de 25 millions d'euros.

Pour atténuer l'impact de ce ralentissement de l'activité et de ces charges additionnelles, le Groupe a mis en place des mesures qui ont permis de réduire les coûts d'environ 100 millions d'euros au premier semestre. Une partie de ces efforts disparaîtra avec la reprise de l'activité, mais une part significative, correspondant aux initiatives prises dans le cadre du Plan de Performance SUEZ 2030 et dont la réalisation a été accélérée du fait de la pandémie, sera conservée.

Dépréciation des créances commerciales

La dégradation du risque de crédit de certains clients avérée et attendue a conduit le Groupe à comptabiliser au 30 juin 2020 des provisions pour dépréciation de créances complémentaires en application de la norme IFRS 9. Cette augmentation fait passer le ratio de provision pour dépréciation de créances comparé au total du poste clients de 6,9% à fin décembre 2019 à 10,4% à fin juin 2020.

Les provisions comptabilisées correspondent à la meilleure estimation des pertes attendues par le Groupe sur les créances commerciales. Le Groupe a estimé les montants des créances qui ne seront pas recouvrées :

- ▶ en mettant à jour au 30 juin 2020, la répartition du portefeuille de clients par catégories de clients homogènes (typologie, secteur d'activité, zone géographique...); chaque catégorie portant un risque de non recouvrement similaire ;
- ▶ en estimant pour chacune de ces catégories, compte tenu notamment de l'ampleur des dépassements d'échéance, la probabilité que les clients fassent défaut, et le montant des pertes si ces clients font défaut.

Subventions et aides publiques reçues

Le Groupe a bénéficié, dans différents pays, des mesures gouvernementales prises pour soutenir l'économie et l'emploi (dispositif de chômage partiel notamment) et les a comptabilisées conformément aux dispositions de la norme IAS 20 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique. Au 30 juin 2020, le Groupe a enregistré près de 14 millions d'euros à ce titre.

Impairments d'actifs

Le Groupe a par ailleurs analysé les conséquences de la pandémie sur la valeur recouvrable de ses actifs corporels et incorporels.

Concernant les *goodwills*, des tests de perte de valeur ont été réalisés sur les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) significatives les plus sensibles. Les flux de trésorerie futurs servant de base au calcul de la valeur recouvrable de ces différentes UGT ont notamment fait l'objet d'analyses de sensibilité vu l'incertitude à prévoir les impacts opérationnels éventuels de la pandémie à court terme, ainsi que les perspectives de retour aux niveaux d'activité et de rentabilité connus antérieurement.

Au 30 juin 2020, sur la base de ces tests, aucune perte de valeur n'est à constater.

Concernant les autres actifs incorporels et corporels, les pertes de valeur comptabilisées au 30 juin 2020 ne sont pas le résultat direct des effets de la pandémie sur leur valeur recouvrable. En effet, elles sont principalement liées aux décisions de transformation du Groupe prises dans le cadre du Plan de Performance SUEZ 2030. La crise sanitaire a eu un effet accélérateur dans la prise d'effet de ces décisions de transformation du Groupe.

SHAPING SUEZ 2030

Réorganisation des secteurs opérationnels

Le 2 octobre 2019, le groupe SUEZ a rendu public son nouveau plan stratégique à l'horizon 2030 : « Shaping SUEZ 2030 ». Il s'articule autour de trois secteurs opérationnels :

- ▶ le secteur « Eau » regroupe toutes les activités « eau municipale » de SUEZ dans le monde ;
- ▶ le secteur « Recyclage et Valorisation » regroupe toutes les activités de prestations de service et de traitement des déchets non dangereux auprès des municipalités, industries et commerces ;
- ▶ le secteur « Technologies et Solutions Environnementales (ETS) » regroupe WTS, les activités de prestations de service et de traitement des déchets dangereux, les solutions environnementales spécifiques dédiées aux clients industriels et municipaux et les prestations de Consulting.

Accélération du plan stratégique Shaping SUEZ 2030

Des mesures d'économies pour un montant total de un milliard d'euros à horizon 2023 figurent au plan stratégique Shaping SUEZ 2030, dont 45 à 50 % devraient être matérialisées dès 2021.

Le Groupe a confirmé la trajectoire et annoncé sa décision d'accélérer la mise en œuvre du plan. Au 30 juin 2020, le Résultat des Activités Opérationnelles enregistre ainsi un montant de près de -200 millions d'euros de dépréciation d'actifs (hors *goodwill*), -55 millions d'euros de coûts de restructuration et -16 millions d'euros d'autres effets y compris de cessions d'actifs.

AUGMENTATION DE CAPITAL SHARING 2019

En 2019, SUEZ a lancé son quatrième plan mondial d'actionnariat salarié dénommé Sharing pour développer l'actionnariat du Groupe.

Le plan Sharing 2019 a été structuré en 2019, mais sa réalisation ne s'est concrétisée qu'en début d'année 2020 par l'augmentation de capital le 16 janvier 2020. Elle s'est traduite par la création de 9,97 millions d'actions de 4 euros de valeur nominale.

À l'issue de cette opération, le capital social de SUEZ s'élève à 2 525 330 516 euros divisé en 631 332 629 actions.

OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Remboursement des obligations OCEANE

Le 24 février 2014, SUEZ avait lancé une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes « OCEANE » à échéance du 27 février 2020 et à coupon zéro d'un montant nominal de 350 millions d'euros, pour 19 052 803 obligations. Elles avaient été émises au pair le 27 février 2014, date du règlement-livraison des obligations. Le remboursement de l'instrument financier a été effectué à la date de maturité le 27 février 2020 par un règlement de 349,6 millions d'euros et une conversion de 18 724 titres pour 0,4 million d'euros.

Nouvelles émissions obligataires

Le 26 mars 2020, SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 850 millions d'euros à 7 ans (échéance du 2 avril 2027), portant un coupon annuel fixe de 1,250 %.

Le 5 mai 2020, SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à 15 ans (échéance du 14 mai 2035), portant un coupon annuel fixe de 1,250 %.

Ces opérations contribuent à la fois à réduire le coût de financement de SUEZ mais aussi à étendre la maturité de la dette, tout en renforçant sa position de liquidité.

Abondements de souches obligataires existantes

En avril 2020, SUEZ a émis 340 millions d'euros de souches supplémentaires sur des émissions obligataires existantes : 300 millions d'euros ont été souscrits avec une date d'échéance au 19 mai 2028 portant un coupon annuel fixe de 1,250 % et 40 millions d'euros ont été souscrits avec une date d'échéance au 21 septembre 2032 portant un coupon annuel fixe de 1,625 %.

Remboursement de titres super subordonnés

Le 23 juin 2020, SUEZ a procédé au paiement de 152,3 millions d'euros au titre du remboursement de la souche 2014 résiduelle de titres super subordonnés à durée indéterminée (obligations hybrides) incluant le paiement du dernier coupon de 4,4 millions d'euros.

À la suite de ce remboursement, l'encours de titres super subordonnés à durée indéterminée du Groupe atteint 1 600 millions d'euros au 30 juin 2020.

4.1 Évolution de l'activité et du résultat des opérations

Au cours du premier semestre 2020, le développement de la pandémie de Covid-19 a conduit la plupart des gouvernements à mettre en place des mesures de confinement strictes qui ont eu un impact sur le commerce, les voyages, et la confiance des consommateurs dans des pans entiers de l'économie mondiale.

Dans la plupart des régions où SUEZ opère, ces mesures se sont traduites par une baisse de la consommation d'eau, une baisse des déchets à collecter et à traiter, notamment auprès des clients industriels et commerciaux, et l'arrêt des activités de terrain comme la construction d'infrastructures.

- ▶ Le Groupe affiche au 30 juin 2020 un chiffre d'affaires de 8 166,6 millions d'euros, en baisse de -489,4 millions d'euros par rapport au 30 juin 2019. Cette décroissance de l'activité se décompose en :
 - une variation organique de -4,5% (-393,5 millions d'euros), tirée par la baisse des volumes dans le contexte de Covid-19. Au cours du semestre, le chiffre d'affaires a cru de +0,5% au premier trimestre 2020 puis a diminué de -9,3% au deuxième trimestre 2020,
 - un effet périmètre de -0,2% (-13,8 millions d'euros),
 - des variations de change pour -0,9% (-82,1 millions d'euros) du fait notamment de la dépréciation du peso chilien

(-57 millions d'euros), du dollar australien (-24 millions d'euros) et du real brésilien (-10 millions d'euros) par rapport à l'euro, partiellement compensé par une appréciation du dollar américain (+25 millions d'euros) par rapport à l'euro.

Au premier semestre 2020, la baisse des volumes s'est traduite par un impact substantiel mais atténué sur la rentabilité du Groupe.

- ▶ l'EBITDA s'élève à 1 196,4 millions d'euros, il intègre -61 millions d'euros de surcoûts et provisions liés à la conjoncture au premier semestre, y compris à la pandémie. La décroissance organique s'établit à -18,3%. Les effets de change sont défavorables, à hauteur de -38,3 millions d'euros ;
- ▶ l'EBIT s'établit à 76,3 millions d'euros. En ligne avec les éléments indiqués par le Groupe dans son communiqué du 30 juin 2020, il intègre -281 millions d'euros de surcoûts et provisions liés à la conjoncture au premier semestre, y compris à la pandémie. La décroissance organique s'établit à -82,8%. Les effets de change sont défavorables, à hauteur de -28,7 millions d'euros.

4.2 Évolution des secteurs opérationnels

EAU

- ▶ le segment Eau enregistre un chiffre d'affaires total de 3 221,1 millions d'euros, en décroissance organique de -3,2% (-108,3 millions d'euros). Sur la période, le chiffre d'affaires était en croissance organique de +0,4% au premier trimestre, puis en décroissance organique de -6,6% au deuxième trimestre :
 - l'Europe affiche une décroissance organique de -3,5% (-63,4 millions d'euros). Les mesures de confinement mises en place à partir de la deuxième quinzaine de mars puis progressivement levées en mai et juin ont impacté négativement la consommation d'eau des clients commerciaux et industriels, des administrations, collectivités et dans les zones touristiques. Les tarifs sont en hausse de +1,7% en France, et en baisse de -1,3% en Espagne, où ils intègrent la baisse de -4,9% établie par la région métropolitaine de Barcelone depuis le 1^{er} janvier 2020,
 - la zone Amériques est en décroissance organique de -3,0% (-27,2 millions d'euros). L'activité aux États-Unis demeure peu touchée par le Covid-19 sur le semestre, les volumes étant davantage impactés par les conditions météorologiques. Au Chili, les tarifs sont en hausse de +2,5% et les volumes en baisse de -5,5%, en raison des effets du confinement mais également des mesures de réduction de la consommation,
 - la zone Asie-Pacifique enregistre une décroissance organique de -7,6% (-20,1 millions d'euros). En Chine, qui fut la première zone touchée par l'épidémie de Covid-19, les volumes ont été impactés dès la fin du mois de janvier puis ont commencé à s'améliorer progressivement à partir de fin-avril,
 - la zone AMECA enregistre une croissance organique de +0,6% (+2,5 millions d'euros) ;

- ▶ le segment affiche une décroissance organique de l'EBIT de -69,5% (-300,2 millions d'euros) et ressort à 107,8 millions d'euros au 30 juin 2020, incluant -176 millions d'euros de surcoûts et provisions liés à la conjoncture au premier semestre, y compris à la pandémie.

RECYCLAGE & VALORISATION

- ▶ la division Recyclage et Valorisation affiche un chiffre d'affaires total de 3 451,3 millions d'euros, en décroissance organique de -6,6% (-247,5 millions d'euros). Sur la période, le chiffre d'affaires était en décroissance organique de -0,5% au premier trimestre, puis de -12,7% au deuxième trimestre ;
- ▶ les volumes de déchets traités au premier semestre 2020 sont en baisse de -5,4% par rapport à 2019, du fait des confinements des populations et du ralentissement de la production industrielle, dans des magnitudes qui varient selon les zones géographiques et les secteurs industriels :
 - en Europe, le chiffre d'affaires est en décroissance organique de -8,1% (-255,2 millions d'euros). Les mesures de confinement qui se sont étalées de mi-mars à juin ont eu pour conséquence une forte baisse des volumes de déchets traités, notamment pour la clientèle commerciale et industrielle,
 - le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique est en croissance organique de +2,8% (+14,7 millions d'euros). En Australie, qui a été touchée par la pandémie à partir du mois d'avril, l'activité est restée résiliente,
 - la zone AMECA est en baisse de -26,8% (-14,3 millions d'euros) et la zone Amériques est en croissance organique de +44,4% (+7,3 millions d'euros) ;

- ▶ le segment affiche une décroissance organique de l'EBIT de -63,2% (-132,7 millions d'euros) et ressort à 70,3 millions d'euros, incluant -42 millions d'euros de coûts et provisions liés à la conjoncture au premier semestre, y compris à la pandémie.

ETS

- ▶ le segment Environmental Tech & Solutions enregistre, au 30 juin 2020, un chiffre d'affaires total de 1 642,2 millions d'euros, en décroissance organique de -3,3% (-56,5 millions d'euros). Sur la période le chiffre d'affaires était en croissance organique de +3,1% au premier trimestre, puis en décroissance organique de -8,9% au deuxième trimestre.
- ▶ au premier semestre 2020, la performance de WTS est restée résiliente, avec un chiffre d'affaires en croissance organique de +0,6% à 1 192,7 millions d'euros. SES est en décroissance organique de -8,8% à 195,8 millions d'euros, du fait de tendances divergentes : les activités "digital" ont été peu impactées alors que les activités de terrain ont été stoppées. L'activité déchets dangereux a d'abord été fortement impactée par le ralentissement des volumes de déchets puis l'évolution des volumes s'est améliorée à mesure que les contraintes de confinement ont été

levées. Le chiffre d'affaires de l'activité est en baisse organique de -14,9% à 253,7 millions d'euros au premier semestre :

- le chiffre d'affaires de la zone Amériques est en croissance organique de +5,5% (+36 millions d'euros), l'activité de WTS demeurant résiliente,
- l'Europe est en décroissance organique de -9,8% (-70,7 millions d'euros) avec, dans l'activité de déchets dangereux, des volumes en forte baisse pendant les périodes de confinement des populations, l'activité industrielle ayant été fortement ralentie par ces mesures,
- la zone Asie-Pacifique affiche une décroissance organique de -8,8% (-22,5 millions d'euros). L'activité de déchets dangereux en Chine a été fortement impactée par la fermeture des parcs industriels en février et mars, puis s'est progressivement améliorée au cours du deuxième trimestre,
- la zone AMECA est en croissance organique de +1% (+0,7 million d'euros) ;
- ▶ l'EBIT du segment s'établit à -13,4 millions d'euros, dont -37 millions d'euros de surcoûts liés à la conjoncture au premier semestre, y compris à la pandémie. La décroissance organique s'établit à -111,4% (-90,2 millions d'euros) par rapport au semestre 2019.

4.3 Autres éléments du compte de résultat

- ▶ le résultat financier s'établit à -218,5 millions d'euros au premier semestre 2020, contre -245,2 millions d'euros au 30 juin 2019. Le coût moyen de la dette nette s'élève à 3,35% au 30 juin 2020 contre 4,09% au 30 juin 2019 ;
- ▶ l'impôt sur les sociétés s'élève à -44,6 millions d'euros au 30 juin 2020, contre -157,0 millions d'euros au 30 juin 2019 ;
- ▶ les intérêts minoritaires s'élèvent à 34,0 millions d'euros au 30 juin 2020, contre 130,4 millions d'euros au 30 juin 2019 ;
- ▶ les restructurations et pertes de valeur ont représenté une charge de -254,8 millions d'euros au 30 juin 2020 ;
- ▶ le résultat net part du Groupe s'établit à -538,2 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 211,6 millions d'euros au 30 juin 2019. Le résultat par action ressort à -0,89 euro sur le premier semestre 2020 contre 0,31 euro par action au premier semestre 2019.

4.4 Financement

FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

- ▶ la marge brute d'autofinancement avant charges financières et impôt (MBAO) s'élève à 753,5 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 1 463,9 millions d'euros au premier semestre 2019 ;
- ▶ la variation du besoin en fonds de roulement (BFR) ressort à -3,8 millions d'euros sur le premier semestre contre -395,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019 ;
- ▶ au total, les flux des activités opérationnelles dégagent un excédent de trésorerie de +661,7 millions d'euros sur le premier semestre 2020, en baisse de -298,0 millions d'euros par rapport au 30 juin 2019.

FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

- ▶ les flux des activités d'investissement intègrent notamment :
 - des investissements de maintenance pour 308,9 millions d'euros, soit 3,8% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe,
 - des investissements de développement pour 317,1 millions d'euros,
 - des investissements financiers pour 9,7 millions d'euros,
 - des cessions pour 19,5 millions d'euros ;

- ▶ au total, les flux des activités d'investissement génèrent ainsi un besoin de trésorerie de -591,8 millions d'euros, contre -780,9 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

- ▶ au cours du premier semestre 2020, le Groupe a renforcé sa structure financière avec :
 - l'émission d'un nouvel emprunt obligataire le 26 mars 2020 : 850 millions d'euros à 7 ans (échéance du 2 avril 2027), portant un coupon annuel fixe de 1,250%,
 - l'abondement à un emprunt obligataire le 14 avril 2020 : 40 millions d'euros à échéance du 21 septembre 2032, portant un coupon annuel fixe de 1,625%,
 - l'abondement à un emprunt obligataire le 16 avril 2020 : 300 millions d'euros à échéance du 19 mai 2028, portant un coupon annuel fixe de 1,250%,
 - l'émission d'un nouvel emprunt obligataire le 5 mai 2020 : 750 millions d'euros à 15 ans (échéance du 14 mai 2035) portant un coupon annuel fixe de 1,250% ;

- ▶ au cours du premier semestre 2020, le Groupe a également remboursé plusieurs instruments obligataires :
 - le 27 février 2020, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire convertible ou échangeable en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE) pour 350 millions d'euros,
 - le 5 avril 2020, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire pour 100 millions d'euros,
 - le 23 juin 2020, le Groupe a procédé au remboursement du montant résiduel de la souche 2014 de titres super subordonnés pour 147,9 millions d'euros ;
- ▶ le montant total distribué aux actionnaires s'élève à 411,7 millions d'euros au 30 juin 2020 dont 94,8 millions d'euros de dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle ;
- ▶ l'application d'IFRS 16 entraîne la constatation d'une sortie de trésorerie correspondant au remboursement et au paiement d'intérêts sur les dettes de location pour un montant de -179,2 millions d'euros ;
- ▶ au total, les flux des activités de financement génèrent un excédent de trésorerie de +1 397,9 millions d'euros sur les six premiers mois de l'exercice 2020 contre un besoin de -338,2 millions d'euros en 2019.

ENDETTEMENT NET AU 30 JUIN 2020

- ▶ l'endettement net au 30 juin 2020 s'élève à 10 749,2 millions d'euros contre 10 613,7 millions d'euros au 30 juin 2019 ;
- ▶ au 30 juin 2020, le Groupe disposait de facilités de crédit autorisées et non tirées pour un montant total de 3 435,5 millions d'euros dont 1 272,0 millions d'euros viennent en garantie des titres négociables à court terme.

4.5 Autres postes de l'état de situation financière

Les immobilisations incorporelles nettes et *goodwills* s'établissent à 9 961,4 millions d'euros, soit une baisse de -196,4 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019, résultant principalement des acquisitions (+112,3 millions d'euros), des variations de périmètre (-0,4 million d'euros) et des amortissements et pertes de valeur de la période (-264,2 millions d'euros).

Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 8 504,4 millions d'euros, contre 8 891,0 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une baisse de -386,6 millions d'euros, résultant principalement des acquisitions de la période pour +391,8 millions d'euros, des cessions de la période pour -32,4 millions d'euros, des variations de périmètre (+0,9 million d'euros), des amortissements et pertes de valeur de la période (-496,4 millions d'euros).

Les participations dans les coentreprises sont en baisse de -0,9 million d'euros et en baisse de -17,0 millions dans les entreprises associées.

Les capitaux propres totaux s'établissent à 8 214,7 millions d'euros, en baisse de -1 073,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019 principalement du fait du résultat net de la période, des dividendes distribués et du remboursement des titres super subordonnés 2014.

Les provisions sont en baisse au 30 juin 2020 de -17,3 millions d'euros et s'élèvent à 1 957,9 millions d'euros, contre 1 975,2 millions d'euros au 31 décembre 2019. Cette baisse est principalement expliquée par la diminution des engagements de retraites et assimilés pour -27,8 millions d'euros et la variation négative des écarts de change à hauteur de -20,8 millions d'euros.

Les impôts différés représentent un passif net de 209,0 millions d'euros au 30 juin 2020 en baisse de -40,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019 du fait de l'écrêtement de l'intégralité du stock d'impôt différé actif net présent à fin 2019 au sein de l'intégration fiscale SUEZ en France pour 37 millions d'euros.

4.6 Transactions avec des parties liées

La Note 15 aux états financiers consolidés semestriels condensés figurant au chapitre 5 du présent document détaille les opérations significatives avec les parties liées. Ces transactions sont essentiellement avec ENGIE.

4.7 Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Le chapitre « Facteurs de risques » (chapitre 3) du Document d'Enregistrement Universel 2019 de SUEZ contient une description détaillée des facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé pour les six mois restants de l'exercice, à l'exception des risques liés à la crise sanitaire de la Covid-19 qui est modifié comme suit :

RISQUES LIÉS À LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 (NIVEAU D'EXPOSITION : SIGNIFICATIF)

Le groupe SUEZ fait face à la pandémie actuelle à travers un dispositif de crise et des mesures très spécifiques destinées à suivre la situation sanitaire et à s'adapter en temps réel : activation des cellules de crise et des plans de continuité d'activités tant dans les sièges que dans les entités opérationnelles, création d'une cellule spécifique « masques », mesures de télétravail, mise en place de règles d'hygiène et de prévention.

Par ailleurs, des mesures d'allègement et un protocole de déconfinement sont mis en œuvre dans les pays dont la situation est en voie d'amélioration, tandis que la vigilance est toujours maintenue dans ceux où le pic de la crise est proche ou n'a pas encore été atteint.

Au-delà des conséquences à court terme, la crise profonde que SUEZ traverse aura des conséquences à moyen et long terme qui pourraient conduire le Groupe vers une accélération ou une modification de sa transformation. Le Groupe tente d'appréhender les risques à long terme que ces changements pourraient induire et a pu d'ores et déjà confirmer ou identifier les facteurs de risques suivants :

- ▶ **Risque de retournement économique lié à la crise Covid** : dans le contexte d'un ralentissement économique global, les résultats et la valeur de certains actifs du Groupe pourraient être impactés significativement. Consommations d'eau, volumes de déchets ou activités industrielles en baisse, difficultés de paiements des clients individuels, municipaux, gouvernementaux ou industriels, impossibilité d'intervention sur les sites pour vérifier la consommation de nos services et nos produits, défaillances de fournisseurs ou de sous-traitants-clés

dans le cas des projets de construction, détérioration des finances publiques pouvant impacter les métiers et les projets du Groupe, ralentissement du marché des fusions et acquisitions, sont autant de facteurs de risques pouvant avoir un impact sur les activités et les résultats du Groupe.

- ▶ **Risques humains, sociaux et sociétaux** : la crise a mis en évidence l'enjeu majeur pour la santé que constituent les maladies infectieuses émergentes, et parmi celles-ci, la catégorie particulière de celles causées par les coronavirus qui a déjà causé des pandémies à de multiples reprises dans un passé récent (2003, 2012 notamment) et qui ne sera plus une exception à l'avenir. Outre cet enjeu direct, les bouleversements à la vie quotidienne constatés durant la crise (confinement, télétravail, isolement ou excès de promiscuité) et dont certains peuvent perdurer après le déconfinement sont potentiellement porteurs de risques psycho-sociaux ou de désengagement professionnel. Ce dernier phénomène, conjugué à une moindre fréquence de visites de sécurité durant la période de confinement pourrait augmenter les risques liés à la santé-sécurité au travail.
- ▶ **Risques liés à la phase post-confinement, y compris le risque d'une « deuxième vague »** : le déconfinement progressif nécessite une réponse cohérente des organisations dans le strict respect des mesures de prévention. Des risques – pour l'instant maîtrisés grâce à la réactivité des fournisseurs de SUEZ – concernant la résilience de la chaîne d'approvisionnement, portant sur des items critiques pour la continuité des activités essentielles du Groupe tels que les équipements de protection individuels et les produits chimiques, ont été identifiés. Ils nécessiteront une vigilance continue notamment sur les potentiels goulots d'étranglement, la mise en place de stocks stratégiques et la recherche de fournisseurs alternatifs. Un exercice de retour d'expérience est en cours. Il vise à adapter certains processus du Groupe (gestion de crise, ressources humaines, approvisionnement) pour une meilleure préparation à des crises de grande ampleur, et en particulier à une potentielle deuxième vague.

4.8 Perspectives 2020

- ▶ Chiffre d'affaires pour le deuxième semestre 2020 attendu en décroissance organique de -4 % à -2 % par rapport au deuxième semestre 2019 ;
- ▶ EBIT du deuxième semestre 2020 estimé entre 600 et 650 millions d'euros.

Les perspectives ci-dessus intègrent, pour principales hypothèses, des taux de changes constants, une saison touristique difficile, l'absence de retour aux situations de confinement généralisé à échelle régionale au second semestre et, en général, la poursuite des tendances observées en mai et juin dans nos métiers.



États financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2020

5.1	États de situations financières consolidés	18
5.2	Comptes de résultat consolidés	19
5.3	États des résultats globaux consolidés	20
5.4	États des variations des capitaux propres consolidés	21
5.5	États des flux de trésorerie consolidés	22
5.6	Notes annexes aux états financiers consolidés	23

5.1 États de situations financières consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	6	4 677,7	4 835,7
Goodwill	6	5 283,7	5 322,1
Immobilisations corporelles nettes	6	8 504,4	8 891,0
Droits d'utilisation	10	1 385,0	1 405,8
Instruments de capitaux propres	8.1	120,7	132,2
Prêts et créances au coût amorti	8.1	551,1	653,7
Instruments financiers dérivés	8.4	132,4	115,7
Participations dans les coentreprises	7.1	953,0	953,9
Participations dans les entreprises associées	7.2	1 053,2	1 070,2
Actifs contrats		42,8	46,2
Autres actifs		160,7	184,8
Impôts différés Actif	4.4	492,7	541,9
Total Actifs non courants		23 357,4	24 153,2
Actifs courants			
Prêts et créances au coût amorti	8.1	118,4	91,4
Instruments financiers dérivés	8.4	72,6	75,5
Clients et autres débiteurs	8.1	4 315,1	4 670,9
Stocks		555,8	528,0
Actifs contrats		637,9	733,8
Autres actifs		1 502,9	1 648,5
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	8.1	80,1	29,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	5 107,9	3 703,0
Total Actifs courants		12 390,7	11 480,9
Total Actif		35 748,1	35 634,1
Capitaux propres			
Capitaux propres part du Groupe		5 483,3	6 463,4
Participations ne donnant pas le contrôle	11	2 731,4	2 824,8
Total Capitaux propres		8 214,7	9 288,2
Passifs non courants			
Provisions	12	1 435,8	1 500,0
Dettes financières	8.3	11 213,8	9 914,0
Dettes de location	10	1 146,4	1 159,4
Instruments financiers dérivés	8.4	6,1	6,7
Autres passifs financiers	8.2	38,4	42,8
Passifs contrats		274,3	267,3
Autres passifs		562,5	566,6
Impôts différés Passif	4.4	701,7	791,1
Total Passifs non courants		15 379,0	14 247,9
Passifs courants			
Provisions	12	522,1	475,2
Dettes financières	8.3	3 409,0	2 609,1
Dettes de location	10	295,8	314,9
Instruments financiers dérivés	8.4	62,3	57,3
Fournisseurs et autres créanciers	8.2	2 868,1	3 534,3
Passifs contrats		929,4	911,3
Autres passifs		4 067,7	4 195,9
Total Passifs courants		12 154,4	12 098,0
Total Passif et Capitaux Propres		35 748,1	35 634,1

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou des variations.

5.2 Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
Chiffre d'affaires	3.2	8 166,6	8 656,0
Achats		(1 684,8)	(1 798,1)
Charges de personnel		(2 395,2)	(2 396,0)
Amortissements, dépréciations et provisions		(975,6)	(743,8)
Autres charges opérationnelles		(3 246,6)	(3 329,9)
Autres produits opérationnels		(110,3)	116,8
Résultat opérationnel courant	4.1	(25,3)	505,0
<i>Mark-to-Market</i> sur instruments financiers à caractère opérationnel		(0,2)	0,2
Pertes de valeur sur actifs non courants		(199,9)	(23,7)
Restructurations		(54,9)	(53,1)
Effets de périmètre		0,4	4,0
Autres résultats de cessions		(16,5)	2,4
Règlement du différend sur Aguas Argentinas		-	214,9
Résultat des activités opérationnelles	4.2	(296,4)	649,7
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		55,3	94,5
<i>dont quote-part de résultat net des coentreprises</i>	7.1	17,8	34,6
<i>dont quote-part de résultat net des entreprises associées</i>	7.2	37,5	59,9
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		(241,1)	744,2
Charges financières		(252,1)	(285,1)
Produits financiers		33,6	39,9
Résultat financier	4.3	(218,5)	(245,2)
Impôt sur les bénéfices	4.4	(44,6)	(157,0)
Résultat net		(504,2)	342,0
Résultat net part du Groupe		(538,2)	211,6
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		34,0	130,4
Résultat net part du Groupe par action <i>(en euros)</i>	5	(0,89)	0,31
Résultat net part du Groupe par action dilué <i>(en euros)</i>	5	(0,89)	0,30

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

5.3 États des résultats globaux consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2020 Quote-part du Groupe	30 juin 2020 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle	30 juin 2019	30 juin 2019 Quote-part du Groupe	30 juin 2019 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net	(504,2)	(538,2)	34,0	342,0	211,6	130,4
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	(16,7)	(16,8)	0,1	(14,8)	(14,3)	(0,5)
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	(0,3)	–	(0,3)	10,2	8,6	1,6
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	4,8	4,7	0,1	1,5	1,8	(0,3)
Écarts de conversion	(193,3)	(127,5)	(65,8)	18,5	12,0	6,5
Total éléments recyclables	(205,5)	(139,6)	(65,9)	15,4	8,1	7,3
<i>dont quote-part des coentreprises sur éléments recyclables, nette d'impôt</i>	<i>(0,4)</i>	<i>(0,4)</i>	<i>–</i>	<i>5,9</i>	<i>5,9</i>	<i>–</i>
<i>dont quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables, nette d'impôt</i>	<i>(28,2)</i>	<i>(28,2)</i>	<i>–</i>	<i>(7,8)</i>	<i>(7,8)</i>	<i>–</i>
Pertes et gains actuariels	29,3	41,2	(11,9)	(91,6)	(85,4)	(6,2)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	5,5	3,4	2,1	11,6	10,1	1,5
Instruments de capitaux propres	3,4	3,4	–	(0,4)	(0,4)	–
Total éléments non recyclables	38,2	48,0	(9,8)	(80,4)	(75,7)	(4,7)
<i>dont quote-part des coentreprises sur éléments non recyclables, nette d'impôt</i>	<i>5,9</i>	<i>5,9</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>
<i>dont quote-part des entreprises associées sur éléments non recyclables, nette d'impôt</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>
Autres éléments du résultat global	(167,3)	(91,6)	(75,7)	(65,0)	(67,6)	2,6
Résultat global	(671,5)	(629,8)	(41,7)	277,0	144,0	133,0

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

5.4 États des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Note	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Titres super subordonnés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2018		621 362 579	2 485,4	5 214,4	(2 480,1)	(328,4)	(28,3)	(51,8)	1 580,6	6 391,8	2 600,8	8 992,6
Retraitement IFRIC 23					(88,5)					(88,5)	(19,9)	(108,4)
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019		621 362 579	2 485,4	5 214,4	(2 568,6)	(328,4)	(28,3)	(51,8)	1 580,6	6 303,3	2 580,9	8 884,2
Résultat net					211,6					211,6	130,4	342,0
Autres éléments du résultat global					(75,7)	(3,9)	12,0			(67,6)	2,6	(65,0)
Résultat global					135,9	(3,9)	12,0			144,0	133,0	277,0
Rémunération sur base d'actions					0,9					0,9	-	0,9
Dividendes distribués en numéraire					(401,7)					(401,7)	(155,5)	(557,2)
Coupons des titres super subordonnés					(44,8)					(44,8)	-	(44,8)
Achat/vente de titres d'autocontrôle					-			3,4		3,4	-	3,4
Transactions entre actionnaires					204,2					204,2	296,4	500,6
Regroupements d'entreprises										-	5,2	5,2
Autres variations					(7,6)					(7,6)	6,5	(1,1)
Capitaux propres au 30 juin 2019		621 362 579	2 485,4	5 214,4	(2 681,7)	(332,3)	(16,3)	(48,4)	1 580,6	6 201,7	2 866,5	9 068,2
Capitaux propres au 31 décembre 2019		621 362 579	2 485,4	5 215,2	(2 511,6)	(409,6)	7,7	(47,5)	1 723,8	6 463,4	2 824,8	9 288,2
Résultat net					(538,2)					(538,2)	34,0	(504,2)
Autres éléments du résultat global					48,0	(12,1)	(127,5)			(91,6)	(75,7)	(167,3)
Résultat global					(490,2)	(12,1)	(127,5)			(629,8)	(41,7)	(671,5)
Rémunération sur base d'actions					0,9					0,9	-	0,9
Dividendes distribués en numéraire					(282,7)					(282,7)	(58,3)	(341,0)
Coupons des titres super subordonnés					(34,2)					(34,2)	-	(34,2)
Achat/vente de titres d'autocontrôle					0,2					0,2	-	0,2
Conversion d'obligation OCEANE par annulation d'actions propres suite à livraison								0,7		0,7	-	0,7
Remboursement des titres super subordonnés 2014									(147,9)	(147,9)	-	(147,9)
Souscription d'action réservée aux salariés ^(a)		9 970 050	39,9	68,4	4,0					112,3	-	112,3
Réduction de capital ^(b)		(2 970 050)	(11,9)	(31,4)	(1,2)					(44,5)	-	(44,5)
Annulation d'actions propres suite à réduction capital								44,5		44,5	-	44,5
Augmentation de capital										-	3,9	3,9
Transactions entre actionnaires					(3,3)					(3,3)	2,5	(0,8)
Regroupements d'entreprises										-	(0,2)	(0,2)
Autres variations					3,7					3,7	0,4	4,1
Capitaux propres au 30 juin 2020		628 362 579	2 513,4	5 252,2	(3 314,4)	(421,7)	(119,8)	(2,3)	1 575,9	5 483,3	2 731,4	8 214,7

(a) Augmentation de capital résultant de la souscription de 9 970 050 actions nouvelles dans le cadre de l'offre réservée aux salariés du groupe SUEZ « Sharing 2019 ».

(b) Réduction de capital résultant de l'annulation de 2 970 050 actions autodétenues.

NB: Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

5.5 États des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net		(504,2)	342,0
- Quote-part de résultat net des coentreprises	7.1	(17,8)	(34,6)
- Quote-part de résultat net des entreprises associées	7.2	(37,5)	(59,9)
+ Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		65,4	77,9
- Amortissements, dépréciations et provisions		966,8	741,4
- Autres résultats de cession et effets de périmètre		13,5	(8,3)
- Autres éléments sans effet de trésorerie		0,5	1,1
- Impact relatif aux contrats de location		3,7	2,1
- Charge d'impôt	4.4	44,6	157,0
- Résultat financier	4.3	218,5	245,2
MBA avant résultat financier et impôt		753,5	1 463,9
+ Impôt versé		(88,0)	(108,7)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		(3,8)	(395,5)
Flux issus des activités opérationnelles		661,7	959,7
Investissements corporels et incorporels	3.4.3	(626,0)	(752,1)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	3.4.3	(0,9)	(48,6)
Acquisitions de participations dans les coentreprises et entreprises associées	3.4.3	(7,4)	(4,1)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres	3.4.3	(0,9)	(6,1)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		18,7	32,9
Cessions de participations dans les coentreprises et entreprises associées		0,6	15,8
Cessions d'instruments de capitaux propres		0,2	-
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés		(0,4)	1,0
Autres intérêts nets sur actifs financiers		6,5	7,6
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants		0,4	0,5
Variation des prêts et créances financières		17,4	(27,8)
Flux issus des activités d'investissement		(591,8)	(780,9)
Augmentation ou diminution de capital de la société mère		112,3	-
Achat/vente de titres d'autocontrôle		0,9	3,3
Augmentation ou diminution de capital des participations ne donnant pas le contrôle		3,5	0,1
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ^(a)	3.4.3	(0,5)	504,7
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère ^(b)		(316,9)	(446,5)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle ^(b)		(94,8)	(178,6)
Nouveaux emprunts et dettes financières ^(c)	8	2 817,5	1 054,8
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	8	(636,5)	(923,3)
Remboursement de titres super subordonnés 2014 nets de frais d'émission	8	(147,9)	-
Remboursement de dettes de location	10	(164,8)	(153,4)
Variation des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat		(48,9)	(1,8)
Intérêts financiers sur dette de location	10	(14,4)	(13,1)
Intérêts financiers versés		(148,8)	(191,6)
Intérêts financiers reçus		10,9	4,8
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net et soultes sur instruments financiers dérivés		26,3	2,4
Flux issus des activités de financement		1 397,9	(338,2)
Effet des variations de change et divers		(62,0)	36,6
Total des flux de la période		1 405,8	(122,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		2 865,9	2 710,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8	4 271,7	2 587,4

(a) En 2019, ce montant comprend la vente sans perte de contrôle de 20 % de l'activité Eau régulée aux États-Unis pour 510,2 millions d'euros.

(b) Y compris retenues à la source et coupons de titres super subordonnés versés par la société mère.

(c) En application de la norme IAS 7.8, les découverts bancaires exigibles sur demande figurant en dettes financières dans l'état de situation financière consolidé sont reclassés en trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'état des flux de trésorerie consolidés ; ce reclassement est de 1,0 million d'euros au premier semestre 2020. Pour 2019, le reclassement s'élevait à 100,8 millions d'euros.

NB: Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

5.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Base de présentation, principes et méthodes comptables	24
Note 2	Événements majeurs	25
Note 3	Information sectorielle	27
Note 4	Compte de résultat	31
Note 5	Résultat par action	34
Note 6	Goodwills et immobilisations	34
Note 7	Participations dans les coentreprises et entreprises associées	35
Note 8	Instruments financiers	38
Note 9	Gestion des risques liés aux instruments financiers	43
Note 10	Informations relatives aux contrats de location	48
Note 11	Participations ne donnant pas le contrôle	49
Note 12	Provisions	51
Note 13	Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire	51
Note 14	Procédures judiciaires et d'arbitrage	52
Note 15	Transactions avec des parties liées	53
Note 16	Événements postérieurs à la clôture	54

Note 1 Base de présentation, principes et méthodes comptables

1.1 Base de présentation

SUEZ, société mère du Groupe est une Société Anonyme soumise aux dispositions du livre II du Code de commerce, ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux sociétés commerciales françaises. Elle a été constituée en novembre 2000. Le siège du Groupe est domicilié Tour CB21 – 16 place de l'Iris – 92040 Paris-La Défense – France.

Le Groupe est un acteur mondial dans la gestion du cycle de l'eau et du cycle des déchets. SUEZ est coté sur les marchés Euronext Paris (Compartment A) et Euronext Bruxelles depuis le 22 juillet 2008.

En date du 29 juillet 2020, les états financiers consolidés condensés semestriels de la société SUEZ et de ses filiales au 30 juin 2020 ont été présentés au Conseil d'Administration de SUEZ qui a autorisé leur publication.

1.2 Référentiel

En application du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 sur le prospectus, les informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de SUEZ sont fournies pour les deux derniers exercices 2019 et 2020 et sont établies conformément au Règlement (CE) n° 1606-2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (IFRS). Au 30 juin 2020, les états financiers condensés semestriels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et aux IFRS adoptées par l'Union européenne⁽¹⁾. Les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2020, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire qui permet de présenter une sélection de Notes annexes. Les états financiers consolidés condensés semestriels n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2019, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.3 Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés condensés semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne (UE), à l'exception des éléments mentionnés ci-dessous aux paragraphes 1.3.1.

1.3.1 Normes, amendements et interprétations appliqués par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2020

Les textes appliqués pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2020 sont les suivants :

- ▶ amendements à IFRS 3 – définition d'une entreprise ;
- ▶ amendements à IAS 1 et IAS 8 – définition du terme significatif ;

- ▶ amendements des références au cadre conceptuel des normes IFRS.

Ces amendements n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2020.

- ▶ amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 – réforme des taux d'intérêt de référence.

Au 30 juin 2020, le groupe SUEZ a mis en place des couvertures comptables de taux d'intérêt indexés sur les taux IBOR. Au 30 juin 2020, 1,76 milliard d'euros de dettes à taux fixes ont ainsi été convertis en dette à taux variables *via* des swaps de taux d'intérêt. La valeur nominale de ces swaps se répartissaient respectivement comme suit à cette date, par type de taux de référence :

Taux de référence	Montant en millions d'euros
Euribor 1 mois	114,7
Euribor 3 mois	1 450,0
Euribor 6 mois	198,2
Total	1 762,9

À cette date, SUEZ n'a pas mis en place de couverture significative pour convertir des dettes à taux variable en dettes à taux fixe.

SUEZ procédera à des modifications contractuelles pour assurer la transition aux nouveaux taux qui se substitueront aux taux de référence IBOR.

À notre connaissance il n'y a pas d'élément susceptible de remettre en cause les relations de couverture pour les instruments indexés sur les taux IBOR.

1.3.2 Normes IFRS et amendements applicables postérieurement au 30 juin 2020

Normes et amendements publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'UE

- ▶ amendement IFRS 16 – allègement de loyer lié au Covid-19.

1.4 Utilisation d'estimations et du jugement

L'ampleur de la pandémie de Covid-19 a conduit le Groupe à renforcer ses procédures de suivi de risques sur les instruments financiers et actifs opérationnels. Cet environnement entraînant une volatilité importante des marchés est pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les *business plans* et les différents taux d'actualisation utilisés à la fois pour les tests de valeur et les calculs de provisions (voir Note 2.1).

1.4.1 Estimations

La préparation des états financiers consolidés condensés semestriels nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de la période.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations

[1] Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm.

régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des États financiers consolidés condensés semestriels portent principalement sur :

- ▶ l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- ▶ l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs non courants ;
- ▶ l'évaluation des provisions et notamment les provisions pour litiges ainsi que les engagements de retraite et assimilés ;
- ▶ l'évaluation des passifs de renouvellement ;
- ▶ l'évaluation des instruments financiers dont créances clients ;
- ▶ l'évaluation du chiffre d'affaires réalisé et non relevé, dit « en compteur » ;
- ▶ l'évaluation des marges à terminaison des contrats de construction ;
- ▶ l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés.

Des informations complémentaires sur le contenu de ces estimations sont présentées dans la Note 1 aux états financiers consolidés 2019.

1.4.2 Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour la comptabilisation des contrats de concession et la classification des accords qui contiennent des contrats de location (côté bailleur).

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

Note 2 Événements majeurs

2.1 Conséquences de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19, qui a fait l'objet d'une déclaration d'urgence sanitaire par l'Organisation Mondiale de la Santé le 30 janvier 2020, a eu un impact conséquent au premier semestre, et notamment au second trimestre, sur les économies des pays dans lesquels SUEZ est présent. Il est cependant parfois impossible d'isoler les impacts directs de la pandémie de ses conséquences indirectes sur les niveaux d'activité dans certains marchés. Dès lors l'estimation des coûts est limitée à ceux qui peuvent directement être liés à la pandémie.

Les missions de services publics essentiels et vitaux ont été remplies dans tous les territoires. Le Groupe a mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour permettre à ses équipes et à ses sous-traitants de travailler sans mettre en jeu leur sécurité et celle de leurs clients. Ces mesures et les coûts associés sont présentés en Notes 2.1.1 et 2.1.2.

Sur l'ensemble du périmètre du Groupe, les mesures de confinement ont eu pour effet la baisse des activités touristiques et

1.5 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.5.1 Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2020 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2020.

1.5.2 Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

1.5.3 Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées au début de l'exercice. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

1.5.4 Provisions pour reconstitution de sites

Ces provisions sont recalculées une fois par an pour l'établissement de l'état de situation financière au 31 décembre (se reporter à la Note 18.4 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019).

de la consommation d'eau associée, une raréfaction des déchets industriels et commerciaux à traiter, l'arrêt temporaire des activités de construction d'infrastructures et l'impossibilité pour les équipes SUEZ d'accéder aux sites des clients pour réaliser les prestations de services prévues.

Des sites de pré-traitement et de traitement des déchets ont été fermés ; identifiés dans le plan de transformation 2030 du Groupe avant la pandémie, certains ne rouvriront pas (se reporter en Note 2.2).

Dans un contexte particulièrement difficile, SUEZ a renforcé sa structure financière, en conservant une position liquide très importante, avec l'émission de deux milliards d'euros de dette à long terme, soit l'équivalent de l'intégralité de l'échéance de dette à long terme d'ici juin 2022 (se reporter en Note 2.4).

Sont présentés ci-dessous, pour les principaux postes du compte de résultat consolidé impactés par la crise sanitaire et économique :

- ▶ les effets de la crise et les moyens mis en œuvre pour mesurer ces effets ;
- ▶ les mesures de soutien dont a bénéficié le Groupe.

Compte tenu de l'incertitude autour de l'évolution de la pandémie, les impacts sur les comptes semestriels ne sont pas représentatifs de ce qu'ils pourraient être au second semestre 2020.

2.1.1 Impacts opérationnels

2.1.1.1 Chiffre d'affaires

Le Groupe a connu au cours du semestre une diminution significative de son activité et plus particulièrement au cours du second trimestre. La mesure de toutes les conséquences directes de la pandémie au sein de cette baisse d'activité est difficile à évaluer.

Le chiffre d'affaires au premier semestre 2020 affiche une décroissance organique de -4,5% comparée au 1^{er} semestre 2019.

Par secteur opérationnel, les évolutions organiques sont les suivantes :

Eau : -3,2%. Il est à noter que, traditionnellement au 30 juin, la part de chiffre d'affaires estimée (ventes d'eau réalisées et non relevées : « eau en compteur ») est significative. Au 30 juin 2020, faute d'avoir pu réaliser les relèves de compteur pendant la période de confinement, les entités concernées ont eu recours à davantage d'estimations basées sur des données historiques, des statistiques de consommation...

Recyclage et Valorisation : -6,6%.

Environmental Tech & Solutions : -3,3%.

2.1.1.2 Dépenses d'exploitation

Au-delà de l'impact sur les différentes activités (baisse de volumes et de tonnages,...), le Groupe a enregistré au cours du semestre de nombreux coûts et charges additionnels liés à la pandémie ; ainsi la fermeture de certains sites de traitement a généré des coûts de transport pour réorienter les flux vers d'autres exutoires de traitement.

Dans l'activité Construction, certains coûts d'exploitation encourus dans le cadre d'obligations contractuelles ont persisté malgré l'arrêt des chantiers. Ces coûts « d'inefficacités » ne peuvent pas être pris en compte dans le calcul de la marge à l'avancement des projets et doivent être comptabilisés directement en charges de la période.

Les achats d'équipements de protection des salariés pour permettre la continuité d'exploitation des services au public (masques, gel...) ont représenté plus de 25 millions d'euros.

Pour atténuer l'impact de ce ralentissement de l'activité et de ces charges additionnelles, le Groupe a mis en place des mesures qui ont permis de réduire les coûts d'environ 100 millions d'euros au premier semestre. Une partie de ces efforts disparaîtra avec la reprise de l'activité, mais une part significative, correspondant aux initiatives prises dans le cadre du Plan de Performance SUEZ 2030 et dont la réalisation a été accélérée du fait de la pandémie, sera conservée.

2.1.1.3 Dépréciation des créances commerciales

La dégradation du risque de crédit de certains clients avérée et attendue a conduit le Groupe à comptabiliser au 30 juin 2020 des provisions pour dépréciation de créances complémentaires en application de la norme IFRS 9. Cette augmentation fait passer le ratio de provision pour dépréciation de créances comparé au total du poste clients de 6,9% à fin décembre 2019 à 10,4% à fin juin 2020.

Les provisions comptabilisées correspondent à la meilleure estimation des pertes attendues par le Groupe sur les créances commerciales. Le Groupe a estimé les montants des créances qui ne seront pas recouvrées :

- ▶ en mettant à jour au 30 juin 2020, la répartition du portefeuille de clients par catégories de clients homogènes (typologie,

secteur d'activité, zone géographique...); chaque catégorie portant un risque de non recouvrement similaire ;

- ▶ en estimant pour chacune de ces catégories, compte tenu notamment de l'ampleur des dépassements d'échéance, la probabilité que les clients fassent défaut, et le montant des pertes si ces clients font défaut.

2.1.1.4 Subventions et aides publiques reçues

Le Groupe a bénéficié, dans différents pays, des mesures gouvernementales prises pour soutenir l'économie et l'emploi (dispositif de chômage partiel notamment) et les a comptabilisées conformément aux dispositions de la norme IAS 20 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique. Au 30 juin 2020, le Groupe a enregistré près de 14 millions d'euros à ce titre.

2.1.2 Impairments d'actifs

Le Groupe a par ailleurs analysé les conséquences de la pandémie sur la valeur recouvrable de ses actifs corporels et incorporels.

Concernant les *goodwills*, des tests de perte de valeur ont été réalisés sur les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) significatives les plus sensibles. Les flux de trésorerie futurs servant de base au calcul de la valeur recouvrable de ces différentes UGT ont notamment fait l'objet d'analyses de sensibilité vu l'incertitude à prévoir les impacts opérationnels éventuels de la pandémie à court terme, ainsi que les perspectives de retour aux niveaux d'activité et de rentabilité connus antérieurement.

Au 30 juin 2020, sur la base de ces tests, aucune perte de valeur n'est à constater.

Concernant les autres actifs incorporels et corporels, les pertes de valeur comptabilisées au 30 juin 2020 ne sont pas le résultat direct des effets de la pandémie sur leur valeur recouvrable. En effet, elles sont principalement liées aux décisions de transformation du Groupe prises dans le cadre du Plan de Performance SUEZ 2030 (voir Note 2.2.2). La crise sanitaire a eu un effet accélérateur dans la prise d'effet de ces décisions de transformation du Groupe.

2.2 Shaping SUEZ 2030

2.2.1 Réorganisation des secteurs opérationnels

Le 2 octobre 2019, le groupe SUEZ a rendu public son nouveau plan stratégique à l'horizon 2030 : « Shaping SUEZ 2030 ». Il s'articule autour de trois secteurs opérationnels :

- ▶ le secteur « Eau » regroupe toutes les activités « eau municipale » de SUEZ dans le monde ;
- ▶ le secteur « Recyclage et Valorisation » regroupe toutes les activités de prestations de service et de traitement des déchets non dangereux auprès des municipalités, industries et commerces ;
- ▶ le secteur « Technologies et Solutions Environnementales (ETS) » regroupe WTS, les activités de prestations de service et de traitement des déchets dangereux, les solutions environnementales spécifiques dédiées aux clients industriels et municipaux et les prestations de Consulting.

La mise en place à partir du 1^{er} janvier 2020 de cette nouvelle organisation impacte la Note 3 « Information sectorielle » désormais basée sur ces nouveaux secteurs opérationnels et la Note 6 « *Goodwills* et immobilisations », les *goodwills* ayant été réalloués sur la base de nouvelles UGT en ligne avec la définition des secteurs opérationnels.

2.2.2 Accélération du plan stratégique Shaping SUEZ 2030

Des mesures d'économies pour un montant total de un milliard d'euros à horizon 2023 figurent au plan stratégique Shaping SUEZ 2030, dont 45 à 50 % devraient être matérialisées dès 2021.

Le Groupe a confirmé la trajectoire et annoncé sa décision d'accélérer la mise en œuvre du plan. Au 30 juin 2020, le Résultat des Activités Opérationnelles enregistre ainsi un montant de près de -200 millions d'euros de dépréciation d'actifs (hors *goodwill*), -55 millions d'euros de coûts de restructuration et -16 millions d'euros d'autres effets y compris de cessions d'actifs.

2.3 Augmentation de capital Sharing 2019

En 2019, SUEZ a lancé son quatrième plan mondial d'actionnariat salarié dénommé Sharing pour développer l'actionnariat du Groupe.

Le plan Sharing 2019 a été structuré en 2019, mais sa réalisation ne s'est concrétisée qu'en début d'année 2020 par l'augmentation de capital le 16 janvier 2020. Elle s'est traduite par la création de 9,97 millions d'actions de 4 euros de valeur nominale.

À l'issue de cette opération, le capital social de SUEZ s'élève à 2 525 330 516 euros divisé en 631 332 629 actions.

2.4 Opérations de financement

2.4.1 Remboursement des obligations OCEANE

Le 24 février 2014, SUEZ avait lancé une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes «OCEANE» à échéance du 27 février 2020 et à coupon zéro d'un montant nominal de 350 millions d'euros, pour 19 052 803 obligations. Elles avaient été émises au pair le 27 février

2014, date du règlement-livraison des obligations. Le remboursement de l'instrument financier a été effectué à la date de maturité le 27 février 2020 par un règlement de 349,6 millions d'euros et une conversion de 18 724 titres pour 0,4 million d'euros.

2.4.2 Nouvelles émissions obligataires

Le 26 mars 2020, SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 850 millions d'euros à 7 ans (échéance du 2 avril 2027), portant un coupon annuel fixe de 1,250 %.

Le 5 mai 2020, SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à 15 ans (échéance du 14 mai 2035), portant un coupon annuel fixe de 1,250 %.

Ces opérations contribuent à la fois à réduire le coût de financement de SUEZ mais aussi à étendre la maturité de la dette, tout en renforçant sa position de liquidité.

2.4.3 Abondements de souches obligataires existantes

En avril 2020, SUEZ a émis 340 millions d'euros de souches supplémentaires sur des émissions obligataires existantes : 300 millions d'euros ont été souscrits avec une date d'échéance au 19 mai 2028 portant un coupon annuel fixe de 1,250 % et 40 millions d'euros ont été souscrits avec une date d'échéance au 21 septembre 2032 portant un coupon annuel fixe de 1,625 %.

2.4.4 Remboursement de titres super subordonnés

Le 23 juin 2020, SUEZ a procédé au paiement de 152,3 millions d'euros au titre du remboursement de la souche 2014 résiduelle de titres super subordonnés à durée indéterminée (obligations hybrides) incluant le paiement du dernier coupon de 4,4 millions d'euros.

À la suite de ce remboursement, l'encours de titres super subordonnés à durée indéterminée du Groupe atteint 1600 millions d'euros au 30 juin 2020.

Note 3 Information sectorielle

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'organisation opérationnelle du Groupe comprend six Régions (France, Amérique du Nord, APAC (Asie, Australie et Inde), AMECA (Afrique, Moyen-Orient, Asie Centrale), Europe du Nord et la Région Amérique latine et Europe du Sud et deux *business units* mondiales (Water Technologies & Solutions et Smart & Environmental Solutions).

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – Information sectorielle, quatre secteurs opérationnels regroupant les activités des différentes régions et/ou business units ont été retenus pour présenter l'information sectorielle de SUEZ et ont été identifiés sur la base des reportings internes, notamment ceux suivis par le Comité Exécutif, constitué des principaux décideurs opérationnels du Groupe :

- ▶ Eau ;
- ▶ Recyclage et Valorisation ;
- ▶ ETS (Environmental Technology & Solutions) ;
- ▶ Autres.

3.1 Secteurs opérationnels

Les filiales de SUEZ sont réparties selon les secteurs opérationnels suivants :

- ▶ **Eau** : prestations de distribution et de traitement des eaux, notamment dans le cadre de contrats de concession (gestion de l'eau). Elles sont délivrées au profit de particuliers, de collectivités locales ou d'industriels ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation** : prestations de service et de traitement des déchets vis-à-vis des collectivités locales et des industriels. Elles incluent la collecte, le tri, le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique et l'enfouissement, pour les déchets banals ;
- ▶ **ETS** : ce secteur regroupe l'ensemble des prestations d'eau au profit du segment de la clientèle industrielle (WTS), les prestations de service et de traitement des déchets dangereux ainsi que les services, technologies et solutions (SMART) adaptés aux besoins spécifiques des clients industriels ou municipaux (Advanced Solutions) et les prestations de Consulting ;
- ▶ le secteur **Autres** est principalement constitué de holdings, dont SUEZ SA.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA, EBIT, Capitaux Employés et Investissements sont réconciliés aux comptes consolidés.

3.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020			30 juin 2019		
	Hors Groupe	Groupe	Total	Hors Groupe	Groupe	Total
Eau	3 194,3	26,8	3 221,1	3 340,3	33,9	3 374,2
Recyclage et Valorisation	3 408,4	42,9	3 451,3	3 691,8	48,9	3 740,7
ETS	1 562,3	79,9	1 642,2	1 621,3	86,6	1 707,9
Autres	1,6	55,1	56,7	2,6	67,9	70,5
Élimination des transactions internes	-	(204,7)	(204,7)	-	(237,3)	(237,3)
Total chiffre d'affaires	8 166,6	-	8 166,6	8 656,0	-	8 656,0

EBITDA

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Eau	681,6	853,3
Recyclage et Valorisation	425,4	521,4
ETS	139,0	185,7
Autres	(49,6)	(39,2)
Total EBITDA	1 196,4	1 521,2

EBIT

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Eau	107,8	431,7
Recyclage et Valorisation	70,3	209,9
ETS	(13,4)	81,0
Autres	(88,4)	(77,7)
Total EBIT	76,3	644,9

Dotations aux amortissements

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Eau	(328,4)	(324,6)
Recyclage et Valorisation	(288,8)	(292,0)
ETS	(119,1)	(113,2)
Autres	(24,5)	(24,4)
Total dotation aux amortissements	(760,8)	(754,2)

Capitaux employés

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Eau	10 881,2	11 074,1
Recyclage et Valorisation	4 732,1	5 264,1
ETS	4 052,2	3 868,9
Autres	164,1	158,8
Total Capitaux employés	19 829,6	20 365,9

Investissements corporels, incorporels et financiers

(en millions d'euros)

	30 juin 2020	30 juin 2019
Eau	(347,0)	83,4
Recyclage et Valorisation	(193,9)	(222,5)
ETS	(85,8)	(149,4)
Autres	(9,0)	(17,7)
Total investissements	(635,7)	(306,2)

Les investissements financiers inclus dans cet indicateur comprennent les acquisitions ou cessions d'intérêts dans des entités restant contrôlées, lesquelles sont présentées sur la ligne « changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées » dans l'état de flux de trésorerie. La réconciliation des investissements aux rubriques de l'état des flux de trésorerie figure au paragraphe 3.4.3.

3.3 Indicateurs clés par zone géographique

Les indicateurs ci-dessous sont ventilés :

- ▶ par zone de commercialisation à la clientèle pour le chiffre d'affaires ;
- ▶ par zone d'implantation des sociétés consolidées pour les capitaux employés.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Capitaux employés	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	31 décembre 2019
France	2 271,6	2 528,8	2 773,0	3 145,6
Europe	2 592,9	2 808,7	5 861,8	6 025,4
Reste du monde	3 302,1	3 318,5	11 194,8	11 194,9
Total	8 166,6	8 656,0	19 829,6	20 365,9

3.4 Réconciliation des indicateurs avec les états financiers

3.4.1 Réconciliation de l'EBIT et de l'EBITDA au résultat opérationnel courant

(en millions d'euros)

	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat opérationnel courant	(25,3)	505,0
(+) Quote part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	55,3	94,5
(-) Impact IFRIC 21	46,1	45,2
(-) Autres	0,2	0,2
EBIT	76,3	644,9
(-) Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	975,6	743,8
(-) Paiement fondé sur des actions ^(a)	3,8	1,7
(-) Charges nettes décaissées des concessions	140,8	130,8
EBITDA	1 196,4	1 521,2

(a) Hors plans de rémunération à long terme en numéraire (voir Note 13).

3.4.2 Réconciliation des capitaux employés aux rubriques de l'état de situation financière

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
(+) immobilisations incorporelles et corporelles nettes	13 182,1	13 726,7
(+) Goodwills nets	5 283,7	5 322,1
(+) Droits d'utilisation	1 385,0	1 405,8
(+) Instruments de capitaux propres (hors VMP et mise à la juste valeur)	245,2	254,4
(+) Prêt et créances au coût amorti (hors actifs liés au financement)	669,5	745,1
(+) Participation dans les coentreprises (hors réserves OCI nettes d'impôt)	953,0	953,9
(+) Participation dans des entreprises associées (hors réserves OCI nettes d'impôt)	1 126,3	1 142,4
(+) Créances clients et comptes rattachés	4 315,1	4 670,9
(+) Stocks	555,8	528,0
(+) Actifs contrats	680,7	780,0
(+) Autres actifs courants et non courants	1 663,5	1 833,3
(-) Provisions et pertes/gains actuariels sur retraites	(1 490,2)	(1 478,2)
(-) Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(2 868,1)	(3 534,3)
(-) Passifs contrats	(1 203,7)	(1 178,5)
(-) Autres passifs courants et non courants	(4 630,2)	(4 762,9)
(-) Autres passifs financiers	(38,2)	(42,8)
Capitaux employés	19 829,6	20 365,9

3.4.3 Réconciliation des investissements corporels, incorporels et financiers aux rubriques de l'état des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Investissements corporels et incorporels	(626,0)	(752,1)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(0,9)	(48,6)
Acquisitions de participations dans les entreprises associées et coentreprises	(7,4)	(4,1)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres	(0,9)	(6,1)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ^(a)	(0,5)	504,7
Total investissements	(635,7)	(306,2)

(a) Au 30 juin 2019, ce montant comprenait principalement l'impact de la vente sans perte de contrôle de 20 % de l'activité Eau régulée aux États-Unis (voir Note 2.1 des Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019 du Document d'Enregistrement Universel).

Note 4 Compte de résultat

4.1 Résultat opérationnel courant et EBIT

Les variations de l'EBIT sont commentées dans le Rapport d'activité (se reporter au chapitre 4 du présent document).

4.2 Résultat des activités opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat opérationnel courant	(25,3)	505,0
Mark-to-Market sur instruments financiers à caractère opérationnel	(0,2)	0,2
Pertes de valeur sur actifs non courants	(199,9)	(23,7)
Restructurations	(54,9)	(53,1)
Effets de périmètre	0,4	4,0
Autres résultats de cession	(16,5)	2,4
Règlement du différend sur Aguas Argentinas	-	214,9
Résultat des activités opérationnelles	(296,4)	649,7
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	55,3	94,5
dont quote-part de résultat net des coentreprises	17,8	34,6
dont quote-part de résultat net des entreprises associées	37,5	59,9
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	(241,1)	744,2

4.2.1 Pertes de valeur sur actifs non courants

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Perte de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	(160,8)	(11,0)
Droits d'utilisation	(1,3)	-
Actifs financiers	(39,3)	(15,7)
Total	(201,4)	(26,7)
Reprises de perte de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	1,4	0,6
Actifs financiers	0,1	2,4
Total	1,5	3,0
Total	(199,9)	(23,7)

Au-delà des tests de perte de valeur annuels relatifs aux *goodwills* et aux immobilisations incorporelles non amortissables, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des *goodwills*, immobilisations corporelles et incorporelles. Les pertes de valeur éventuelles résultent de la comparaison entre la valeur comptable de l'actif concerné et sa valeur recouvrable (c'est-à-dire sa valeur d'utilité qui résulte soit d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés, soit d'une valeur de marché).

4.2.1.1 Pertes de valeur sur *goodwills*

Concernant les *goodwills*, des tests de perte de valeur ont été réalisés sur les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) significatives les plus sensibles. Au 30 juin 2020, sur la base de ces tests, aucune perte de valeur n'est à constater (voir Note 6).

4.2.1.2 Pertes de valeur sur immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2020, ce poste inclut essentiellement des dépréciations de sites dans le segment Recyclage et Valorisation. Ces pertes de valeur s'analysent au regard des décisions de transformation du Groupe prises dans le cadre du plan stratégique Shaping SUEZ 2030 (voir Note 2.2.2).

Au 30 juin 2019, il enregistrait pour l'essentiel, les coûts liés à la fermeture définitive d'un centre de traitement des déchets dangereux en France.

4.2.1.3 Pertes de valeur sur actifs financiers

Au 30 juin 2020, ces pertes correspondent essentiellement à des dépréciations de créances financières au Royaume-Uni.

Au 30 juin 2019, le poste comprenait principalement, une perte de valeur sur prêt accordé à une société de projet au Royaume-Uni, mise en équivalence dans les comptes du Groupe.

4.2.2 Restructurations

Au 30 juin 2020, ces restructurations correspondent essentiellement à des coûts liés au plan stratégique Shaping SUEZ 2030 pour un montant de près de -37 millions d'euros en France.

Au 30 juin 2019, ce poste incluait les coûts liés à la mobilisation des synergies chez WTS pour -9,5 millions d'euros, des coûts liés à des plans de restructuration en Espagne dans la continuité des plans initiés en 2017 pour -10,7 millions d'euros ainsi que des coûts liés à des réorganisations amorcées dans plusieurs entités et *business units* du Groupe, en France comme à l'étranger pour un montant total d'environ -27,0 millions d'euros.

4.2.3 Effets de périmètre

Comme au 30 juin 2019, aucun effet de périmètre significatif n'a été constaté au 30 juin 2020.

4.2.4 Autres résultats de cessions

Au 30 juin 2020, les cessions d'immobilisations s'inscrivent pour l'essentiel dans le cadre du plan stratégique Shaping SUEZ 2030. Elles concernent principalement les activités Recyclage et Valorisation France.

Au 30 juin 2019, ce poste incluait pour l'essentiel le résultat de cession d'un site au Pays-Bas.

4.2.5 Règlement du litige sur aguas argentinas

En avril 2019, le gouvernement argentin et SUEZ avaient conclu et mis en œuvre un accord transactionnel de règlement en application de la sentence que le CIRDI, centre d'arbitrage de la Banque Mondiale, avait rendue en sa faveur au titre de la concession d'eau et d'assainissement de Buenos Aires, résiliée en 2006. Après prise en compte de différents frais et honoraires, l'impact était de 214,9 millions d'euros.

4.3 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020			30 juin 2019		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Coût de la dette nette	(195,7)	12,0	(183,7)	(225,5)	4,0	(221,5)
Charges d'intérêts sur dette brute	(158,2)	-	(158,2)	(196,0)	-	(196,0)
Charges d'intérêts sur dette de location	(14,4)	-	(14,4)	(13,1)	-	(13,1)
Résultat de change sur dettes financières et couvertures	(16,3)	-	(16,3)	(10,8)	-	(10,8)
Résultat latent des couvertures économiques sur emprunts	-	0,4	0,4	(0,4)	-	(0,4)
Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	11,4	11,4	-	3,7	3,7
Coûts d'emprunts capitalisés	-	0,2	0,2	-	0,3	0,3
Charges financières cash relatives à une restructuration de dette ou créance financière	(6,8)	-	(6,8)	(5,2)	-	(5,2)
Autres produits et charges financiers	(56,4)	21,6	(34,8)	(59,6)	35,9	(23,7)
Charges d'intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	(7,1)	-	(7,1)	(9,9)	-	(9,9)
Désactualisation des autres provisions long terme	(18,1)	-	(18,1)	(19,5)	-	(19,5)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non compris dans l'endettement net	(2,5)	-	(2,5)	-	1,0	1,0
Produits des instruments de capitaux propres	-	1,1	1,1	-	0,3	0,3
Autres	(28,7)	20,5	(8,2)	(30,2)	34,6	4,4
Résultat financier	(252,1)	33,6	(218,5)	(285,1)	39,9	(245,2)

4.4 Impôts

4.4.1 IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS AU COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)

	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net (A)	(504,2)	342,0
Charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée en résultat (B)	(44,6)	(157,0)
Quote-part de résultat des coentreprises et entreprises associées (C)	55,3	94,5
Résultat avant impôt et avant résultat des coentreprises et entreprises associées (A) – (B) – (C) = (D)	(514,9)	404,5
Taux effectif d'impôt – (B)/(D)	-8,7%	38,8%

Au 30 juin 2020, le taux effectif d'impôt du Groupe ressort à -8,7 %, par rapport à 45,3 % au 31 décembre 2019 et 38,8 % au 30 juin 2019.

Cette évolution s'explique principalement par l'impact :

- ▶ des écrêtements de la variation de positions d'impôts différés générées sur l'année au sein des intégrations fiscales en France et en Espagne ;
- ▶ de l'écrêtement de l'intégralité du stock d'impôt différé actif net d'ouverture au sein de l'intégration fiscale SUEZ en France pour 37,0 millions d'euros (voir Note 4.4.2) ;

- ▶ des différences permanentes relatives aux dépréciations d'actifs et autres éléments non récurrents (voir Notes 2.1 et 4.2) ;

- ▶ des compléments d'impôts et impôts forfaitaires : quote-part de frais et charges et retenue à la source sur dividendes reçus et l'effet des « State Tax » des filiales américaines.

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2019, le taux effectif d'impôt était principalement expliqué par les écrêtements des impôts différés aux bornes des intégrations fiscales françaises et espagnoles.

4.4.2 IMPÔTS DIFFÉRÉS DANS L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

La variation des impôts différés constatés dans l'état de situation financière, après compensation par entité fiscale des actifs et passifs d'impôts différés, se ventile de la manière suivante :

(en millions d'euros)

	Actifs	Passifs	Positions nettes
Au 31 décembre 2019	541,9	(791,1)	(249,2)
Effet résultat de la période	44,3	(10,7)	33,6
Effet autres éléments du résultat global	(6,8)	11,6	4,8
Effet périmètre	(0,1)	-	(0,1)
Effet change	(18,1)	19,3	1,2
Autres effets	29,2	(28,5)	0,7
Effet de présentation nette par entité fiscale	(97,7)	97,7	-
Au 30 juin 2020	492,7	(701,7)	(209,0)

Au 30 juin 2020, aux bornes du Groupe d'intégration fiscale française SUEZ, le montant des impôts différés actifs nets d'ouverture a été totalement écrêté. Ce montant s'élevait à 37,0 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Note 5 Résultat par action

	30 juin 2020	30 juin 2019
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	(538,2)	211,6
Coupons attribuables aux porteurs de Titres Super Subordonnés émis par SUEZ :		
Émission de juin 2014 – remboursée en juin 2020	(2,2)	(7,5)
Émission de mars 2015	(6,3)	(6,3)
Émission de mai 2017	(8,6)	(8,6)
Émission de septembre 2019	(4,1)	–
Frais liés aux titres super subordonnés de la souche 2014	(0,5)	–
Résultat net part du Groupe ajusté	(559,9)	189,2
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	627,3	617,9
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action	(0,89)	0,31
Résultat net part du Groupe par action dilué	(0,89)	0,30

Les instruments dilutifs du Groupe pris en compte dans le calcul des résultats dilués par action sont les suivants :

- ▶ les plans mondiaux d'actionnariat salariés SUEZ ;
- ▶ les plans d'attribution gratuite d'actions de performance.

Note 6 Goodwills et immobilisations

(en millions d'euros)	Goodwills	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles
A) Valeur brute au 31 décembre 2019	5 413,6	9 327,0	18 020,1
Acquisitions	–	112,3	391,8
Cessions	–	(167,6)	(186,2)
Variations de périmètre	(0,7)	0,3	0,7
Écarts de conversion	(39,4)	(44,8)	(359,0)
Autres	–	20,1	(50,8)
Au 30 juin 2020	5 373,5	9 247,3	17 816,6
B) Amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2019	(91,5)	(4 491,3)	(9 129,1)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	–	(264,2)	(496,4)
Cessions	–	165,7	153,8
Variations de périmètre	–	–	0,2
Écarts de conversion	1,7	22,2	156,1
Autres	–	(2,0)	3,2
Au 30 juin 2020	(89,8)	(4 569,6)	(9 312,2)
C) Valeur nette comptable = A + B			
Au 31 décembre 2019	5 322,1	4 835,7	8 891,0
Au 30 juin 2020	5 283,7	4 677,7	8 504,4

6.1 Goodwills

Au 1^{er} janvier 2020, suite à la mise en place de la nouvelle organisation opérationnelle au sein du groupe SUEZ (voir Note 2.2), la liste des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) a été mise à jour, passant de 30 à 19 UGT, et a entraîné des réallocations de *goodwill* entre les anciennes et les nouvelles UGT.

Cette réallocation a été réalisée sur la base de la juste valeur de la partie d'activité transférée dans la nouvelle UGT par rapport à la juste valeur de la totalité de l'ancienne UGT. La juste valeur a été déterminée principalement selon la méthode des Discounted Cash Flows (DCF) ou en fonction du montant moyen d'EBITDA revenant au Groupe.

La répartition est dorénavant la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Secteur opérationnel	30 Juin 2020	1 ^{er} Janvier 2020
UGT Significatives			
Eau France	Eau	365,0	366,4
Eau Europe du Sud	Eau	334,9	334,9
Eau Latam	Eau	164,4	177,8
Eau Amérique du Nord	Eau	524,9	523,3
R&V France	Recyclage et Valorisation	514,9	514,9
R&V Royaume-Uni	Recyclage et Valorisation	340,9	365,5
R&V Europe du Nord	Recyclage et Valorisation	510,1	510,1
R&V Asie	Recyclage et Valorisation	196,5	195,0
R&V Australie	Recyclage et Valorisation	156,7	160,2
WTS	Environmental Tech & Solutions	1 855,6	1 849,9
Autres UGT (<i>goodwills</i> inférieurs individuellement à 100 millions d'euros)		319,8	324,1
Total		5 283,7	5 322,1

Concernant les *goodwills*, des tests de perte de valeur ont été réalisés sur les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) significatives les plus sensibles. Au 30 juin 2020, sur la base de ces tests, aucune perte de valeur n'est à constater (voir Note 2.1).

Les écarts de conversion sur la valeur nette des *goodwills* sont essentiellement constatés sur la livre sterling (-24,8 millions d'euros) et sur le Peso chilien (-13,4 millions d'euros).

6.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les écarts de conversion sur la valeur nette des immobilisations corporelles sont essentiellement constatés sur le Peso chilien (-161,0 millions d'euros) et la livre sterling (-21,7 millions d'euros).

Note 7 Participations dans les coentreprises et entreprises associées

7.1 Participations dans les coentreprises

Les participations les plus significatives sont principalement les joint-ventures chinoises codétenues à 50 % par le groupe SUEZ NWS Limited basé à Hong Kong et à 50 % par les collectivités locales concédantes. Compte tenu de l'intégration globale de SUEZ NWS Limited dans SUEZ, les titres de l'ensemble des coentreprises détenues (dont les joint-ventures chinoises précitées) sont mis en équivalence en fonction de leur taux de détention par SUEZ NWS Limited (50 % pour les joint-ventures chinoises) et représentent 587,4 millions d'euros au 30 juin 2020.

Une autre coentreprise importante est le groupe Suyu basé en Chine et détenu à 50 % par SUEZ.

<i>(en millions d'euros)</i>	Participations dans les coentreprises		Quote-part de résultat net dans les coentreprises	
	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Groupe SUEZ NWS Limited	587,4	593,5	9,8	24,5
Groupe Suyu	322,5	316,4	5,9	6,4
Autres	43,1	44,0	2,1	3,7
Total	953,0	953,9	17,8	34,6

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net	17,8	34,6
Autres éléments du résultat global (OCI)	5,5	5,9
Résultat global	23,3	40,5

Sont présentés ci-dessous les états financiers résumés (à 100 %) des joint-ventures chinoises mises en équivalence chez SUEZ NWS Limited d'une part, et du groupe Suyu d'autre part.

États de situations financières résumés

(en millions d'euros)	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Joint-ventures chinoises	Groupe Suyu	Joint-ventures chinoises	Groupe Suyu
Actifs non courants	678,0	849,9	684,9	776,3
Actifs courants	245,2	0,3	234,7	20,8
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,8	0,3	119,4	20,8
Total Actif	923,2	850,2	919,6	797,1
Capitaux propres part du Groupe	495,7	645,0	498,8	632,9
Participations ne donnant pas le contrôle	3,7	-	3,7	-
Total Capitaux propres	499,4	645,0	502,5	632,9
Passifs non courants	164,2	205,1	153,2	164,2
Passifs courants	259,6	0,1	263,9	-
Total Passif et Capitaux propres	923,2	850,2	919,6	797,1
Dividendes à 100 % versés au titre de l'exercice précédent	21,4	-	66,9	-

Le poste « Actifs non courants » de Suyu comprend les titres mis en équivalence « Derun Environnement » pour un montant de 814,9 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 740,7 millions d'euros fin 2019.

Comptes de résultat résumés

(en millions d'euros)	30 juin 2020		30 juin 2019	
	Joint-ventures chinoises	Groupe Suyu	Joint-ventures chinoises	Groupe Suyu
Chiffre d'affaires	117,0		180,5	
Résultat opérationnel courant	26,0		33,8	
Résultat net part du Groupe	13,0		25,2	
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	0,2		0,4	
Résultat net	13,2	11,9^(a)	25,6	12,8^(a)
Autres éléments du résultat global (OCI) ^(b)	(7,4)	(12,4)	3,6	5,7
Résultat global de l'exercice	5,8	(0,5)	29,2	18,5

(a) Quote-part de résultat de mise en équivalence de Derun Environnement dans le groupe Suyu.

(b) Ces montants correspondent à la variation des écarts de conversion.

7.2 Participations dans les entreprises associées

Les participations et quote-part de résultat dans les entreprises associées se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Participations dans les entreprises associées		Quote-part de résultat net dans les entreprises associées	
	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Groupe Acea	588,1	591,2	31,0	30,2
Sociétés mixtes au sein de SUEZ Espagne	171,1	167,9	2,2	4,8
Autres (contributions individuelles inférieures à 10% du total)	294,0	311,1	4,3	24,9
Total	1 053,2	1 070,2	37,5	59,9

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net	37,5	59,9
Autres éléments du résultat global (OCI)	(26,9)	(7,8)
Résultat global	10,6	52,1

La principale participation dans les entreprises associées est le groupe Acea, coté à la Bourse de Milan et dont le groupe SUEZ détient 23,33 % du capital.

Au 30 juin 2020, la valeur comptable d'Acea dans l'état de situation financière du Groupe est de 588,1 millions d'euros et la valeur boursière équivalente s'élève à 849,2 millions d'euros.

Les informations présentées ci-dessous pour le groupe Acea représentent 100 % des états de situations financières et comptes de résultat résumés.

À la date de publication des comptes consolidés semestriels 2020 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2020 du groupe Acea ne sont pas disponibles. Dans le respect de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », l'état de situation financière et le compte de résultat résumés au 31 mars 2020 correspondent aux comptes disponibles les plus récents (à ce jour aucune information complémentaire n'a été rendue publique relative à d'éventuels impacts significatifs Covid-19).

États de situations financières résumés du groupe Acea

<i>(en millions d'euros)</i>	31 mars 2020	31 décembre 2019
Actifs non courants	6 529,0	6 501,4
Actifs courants	2 606,6	2 453,0
<i>dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	819,5	835,7
Total Actif	9 135,6	8 954,4
Capitaux propres part du Groupe	1 927,4	1 854,8
Participations ne donnant pas le contrôle	278,6	251,9
Total Capitaux propres	2 206,0	2 106,7
Passifs non courants	4 722,9	4 199,0
Passifs courants	2 206,7	2 648,7
Total Passif et Capitaux propres	9 135,6	8 954,4

Comptes de résultat résumés du premier trimestre du groupe Acea

<i>(en millions d'euros)</i>	31 mars 2020	31 mars 2019
Chiffre d'affaires	833,5	823,3
Résultat opérationnel brut	276,4	247,9
Résultat opérationnel	136,8	132,8
Résultat net part du Groupe	70,6	75,5
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	9,4	6,0
Résultat net	80,0	81,5
Autres éléments du résultat global	0,6	(6,8)
Résultat global de l'exercice	80,6	74,7

Dividendes (à 100 %)

<i>(en millions d'euros)</i>	Au titre de 2019	Au titre de 2018
Dividendes versés par Acea au 30 juin	166,1	151,2

Note 8 Instruments financiers

8.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante » sont présentées dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments de capitaux propres à la juste valeur	120,7	-	120,7	132,2	-	132,2
Prêts et créances au coût amorti	551,1	4 433,5	4 984,6	653,7	4 762,3	5 416,0
Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)	551,1	118,4	669,5	653,7	91,4	745,1
Clients et autres débiteurs	-	4 315,1	4 315,1	-	4 670,9	4 670,9
Actifs financiers évalués à la juste valeur	132,4	152,7	285,1	115,7	105,3	221,0
Instruments financiers dérivés (voir Note 8.4)	132,4	72,6	205,0	115,7	75,5	191,2
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	80,1	80,1	-	29,8	29,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	5 107,9	5 107,9	-	3 703,0	3 703,0
Placements financiers liquides	-	215,1	215,1	-	130,0	130,0
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	4 892,8	4 892,8	-	3 573,0	3 573,0
Total	804,2	9 694,1	10 498,3	901,6	8 570,6	9 472,2

L'évolution du poste « clients et autres débiteurs » est présenté en Note 9.2.

La variation du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est essentiellement due aux émissions obligataires du premier semestre 2020.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur

Les mouvements sur les instruments de capitaux propres à la juste valeur s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Instruments de capitaux propres à la JV par OCI	Instruments de capitaux propres à la JV par résultat
Au 31 décembre 2019	105,2	27,0
Acquisitions	0,9	-
Cessions (valeur comptable cédée)	(0,2)	(0,5)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	(2,5)	-
Variation de juste valeur enregistrée en résultat	-	(0,9)
Variations de périmètre, change et divers	(7,3)	(1,0)
Au 30 juin 2020	96,1	24,6

La valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par OCI détenus par le Groupe s'élève à 96,1 millions d'euros de titres non cotés au 30 juin 2020.

La valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat détenus par le Groupe s'élève à 24,6 millions d'euros au 30 juin 2020, qui se répartit entre 20,8 millions d'euros de titres cotés et 3,8 millions d'euros de titres non cotés.

8.2 Passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés soit :

- ▶ en « passif au coût amorti » pour les dettes financières, les dettes de location, les dettes fournisseurs et autres créanciers, et les autres passifs financiers ;
- ▶ en « passif évalué à la juste valeur par résultat » pour les instruments financiers dérivés.

Les différents passifs financiers au 30 juin 2020, ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante », sont présentés dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières	11 213,8	3 409,0	14 622,8	9 914,0	2 609,1	12 523,1
Dettes de location	1 146,4	295,8	1 442,2	1 159,4	314,9	1 474,3
Instruments financiers dérivés (voir Note 8.4)	6,1	62,3	68,4	6,7	57,3	64,0
Fournisseurs et autres créanciers	-	2 868,1	2 868,1	-	3 534,3	3 534,3
Autres passifs financiers	38,4	-	38,4	42,8	-	42,8
Total	12 404,7	6 635,2	19 039,9	11 122,9	6 515,6	17 638,5

8.3 Endettement financier net

8.3.1 Endettement financier net par nature

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Encours des dettes financières	11 182,8	3 337,5	14 520,3	9 895,1	2 516,3	12 411,4
Impact du coût amorti ^(a)	(68,8)	49,1	(19,7)	(59,2)	81,3	22,1
Impact de la couverture de juste valeur ^(b)	99,8	22,4	122,2	78,1	11,5	89,6
Dettes financières	11 213,8	3 409,0	14 622,8	9 914,0	2 609,1	12 523,1
Dettes de location	1 146,4	295,8	1 442,2	1 159,4	314,9	1 474,3
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette au passif ^(c) (voir Note 8.4)	0,7	50,0	50,7	0,4	41,5	41,9
Dettes brute	12 360,9	3 754,8	16 115,7	11 073,8	2 965,5	14 039,3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés (voir Note 8.1)	-	(80,1)	(80,1)	-	(29,8)	(29,8)
Placements financiers liquides	-	(215,1)	(215,1)	-	(130,0)	(130,0)
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(4 892,8)	(4 892,8)	-	(3 573,0)	(3 573,0)
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette à l'actif ^(c) (voir Note 8.4)	(129,3)	(49,2)	(178,5)	(111,3)	(44,0)	(155,3)
Trésorerie active	(129,3)	(5 237,2)	(5 366,5)	(111,3)	(3 776,8)	(3 888,1)
Endettement financier net	12 231,6	(1 482,4)	10 749,2	10 962,5	(811,3)	10 151,2
Encours des dettes financières	11 182,8	3 337,5	14 520,3	9 895,1	2 516,3	12 411,4
Dettes de location	1 146,4	295,8	1 442,2	1 159,4	314,9	1 474,3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés (voir Note 8.1)	-	(80,1)	(80,1)	-	(29,8)	(29,8)
Placements financiers liquides	-	(215,1)	(215,1)	-	(130,0)	(130,0)
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(4 892,8)	(4 892,8)	-	(3 573,0)	(3 573,0)
Endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	12 329,2	(1 554,7)	10 774,5	11 054,5	(901,6)	10 152,9

(a) Ce poste comprend les intérêts courus non échus sur la dette financière brute ainsi que les primes et frais de mise en place des emprunts restant à amortir.

(b) Ce poste correspond à la revalorisation de la composante taux des dettes couvertes dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur.

(c) Il s'agit de la juste valeur des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

La juste valeur des dettes financières s'élève au 30 juin 2020, à 16 306,3 millions d'euros pour une valeur comptable de 14 622,8 millions d'euros.

La hausse de la part non courante de l'encours des dettes financières au 30 juin 2020 s'explique principalement par :

- le reclassement du solde de l'emprunt obligataire pour un montant de 598,2 millions d'euros arrivant à maturité en mai 2021 ;
- les émissions obligataires du premier semestre 2020 pour un montant de 1 940 millions d'euros (voir Note 8.3.3) ;

La sensibilité de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) au risque de taux et de change est présentée en Note 9.

8.3.2 Émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée

L'encours de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (« TSSDI ») est de 1 600 millions d'euros, en baisse par rapport au 31 décembre 2019 de 147,9 millions d'euros suite au remboursement intégral de la souche 2014 le 23 juin 2020. Ces lignes ne sont pas comptabilisées dans l'endettement financier puisqu'elles réunissent les conditions prévues par IAS 32 pour être comptabilisées en capitaux propres.

8.3.3 Émissions obligataires et émissions de titres négociables à court terme

SUEZ a procédé au premier semestre 2020 dans le cadre de son programme EMTN à plusieurs émissions obligataires :

- ▶ 850 millions d'euros portant un coupon de 1,250 % à une échéance du 2 avril 2027 ;
- ▶ 40 millions d'euros (en complément d'une souche existante de 500 millions d'euros) portant un coupon de 1,625 % à échéance du 21 septembre 2032 ;
- ▶ 300 millions d'euros (en complément d'une souche existante de 300 millions d'euros) portant un coupon de 1,250 % à une échéance du 19 mai 2028 ;
- ▶ 750 millions d'euros portant un coupon de 1,250 % à échéance du 14 mai 2035.

SUEZ dispose d'un programme de titres négociables à court terme (« TNCT »). Au 30 juin 2020, l'encours de TNCT est de 1 272,0 millions d'euros.

Les TNCT sont comptabilisés en dette financière courante. Cependant, la politique du Groupe est d'adosser l'ensemble des TNCT à des lignes de crédit confirmées disponibles. Ainsi, le refinancement des TNCT est assuré même en cas de fermeture du marché monétaire.

Au 30 juin 2020, l'encours de TNCT est entièrement couvert par des lignes de crédit confirmées disponibles à plus d'un an.

8.3.4 TITRISATION DE CRÉANCES

Description de l'opération

En 2012, SUEZ a mis en place un programme de cession de créances commerciales à un fonds commun de titrisation (FCT).

Ce programme dit « déconsolidant » concernait à l'origine les cédantes des périmètres SUEZ RV France, SUEZ Haz Waste, SUEZ Nederland, SUEZ Recycling and Recovery UK et SUEZ Deutschland.

- ▶ En avril 2017 : le contrat a été renouvelé pour 5 ans et le périmètre du portefeuille des créances cédées a été modifié : sortie du cédant SUEZ R&R UK, entrée de nouveaux cédants français issus du pôle OSIS de SUEZ RV France.
- ▶ Fin décembre 2019, les cédants du Pôle OSIS de SUEZ RV France ont cessé de contribuer au périmètre des créances

cédées. Leurs créances ont donc été enregistrées dans l'état de situation financière en contrepartie d'une dette financière matérialisant l'engagement de verser le montant fixé de rachat de ces créances.

Le programme de cession de créances commerciales ou titrisation de créances a pour objectif de procéder à des cessions dites « déconsolidantes », au sens d'IFRS 9.

Les principales caractéristiques de l'opération sont présentées dans la Note 13.3.4 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019 du Document d'Enregistrement Universel.

Le Groupe reste exposé aux risques liés aux créances cédées dans la limite des dépôts de garantie.

Toutefois, la décote constatée lors des cessions et le dimensionnement de la part « subordonnée » permettent d'absorber la quasi-totalité des pertes éventuelles du compartiment. La probabilité que le dépôt « mezzanine » puisse être atteint est très faible. Enfin, ce sont les porteurs des parts « subordonnées » qui bénéficient de la quasi-totalité des avantages au travers de l'octroi du boni de liquidation.

Comptabilisation de l'opération

Le compartiment du FCT n'est pas contrôlé par le Groupe et n'est par conséquent pas consolidé.

Selon IFRS 9 et sur la base des termes du programme et des analyses quantitatives mises en œuvre, le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des créances cédées. Les créances cédées dans le cadre du programme sont donc intégralement décomptabilisées de l'état de situation financière consolidé du Groupe.

Le résultat de cession de ces créances, matérialisé par la décote appliquée, est enregistré au compte de résultat en charges financières (voir Note 4).

Le dépôt de garantie versé correspondant aux parts « mezzanine » souscrites par le Groupe est présenté sur la ligne « Prêts et créances au coût amorti » dans l'état de situation financière consolidé du Groupe. Sa rémunération est enregistrée au compte de résultat, en produits financiers (voir Note 4).

La rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées est comptabilisée en compte de résultat, en produits financiers (voir Note 4).

Données chiffrées au 30 juin 2020

(en millions d'euros)

Total des créances cédées sur la période	1 025,7	
Résultat de cession sur la période	(8,8)	(B)
Rémunération perçue au titre du CC1 sur la période	1,1	(C)
Rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées sur la période	5,1	(D)
Encours des créances transférées en date de clôture	353,5	(A)
Valeur comptable du CC1 en date de clôture	79,9	(E)
Juste valeur du CC1	79,9	
Valeur comptable du CC2		(a)
Maturité résiduelle du CC1	20 mois	
Impact des cessions de créances déconsolidantes au sens IFRS 9 sur l'endettement financier net	271,0	(A) + (B) + (C) + (D) - (E)

(a) Aucun dépôt de garantie dit « CC2 » n'a été réalisé à fin juin 2020.

8.3.5 VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Sur le premier semestre 2020, l'endettement financier net a augmenté de 598,0 millions d'euros. Cette variation est notamment liée :

- ▶ au paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires de SUEZ pour un montant de 282,7 millions d'euros ;
- ▶ au paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires minoritaires des filiales pour un montant de 94,8 millions d'euros ;
- ▶ au remboursement intégral le 23 juin 2020 de la souche 2014 de titres subordonnés pour un montant de 147,9 millions d'euros ;
- ▶ à la concrétisation en janvier 2020 du plan Sharing 2019 pour un montant net de frais de 112,3 millions d'euros ;
- ▶ aux effets de change qui contribuent à la diminution de l'endettement financier net à hauteur de 86,9 millions d'euros ;
- ▶ au déficit de trésorerie généré par les activités du Groupe pour un montant de 246,0 millions d'euros.

8.3.6 RATIO D'ENDETTEMENT

(en millions d'euros)

	30 juin 2020	31 décembre 2019
Endettement financier net	10 749,2	10 151,2
Total Capitaux propres	8 214,7	9 288,2
Ratio d'endettement	130,9 %	109,3 %

8.4 Instruments financiers dérivés

Actifs financiers dérivés

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	129,3	49,2	178,5	111,3	44,0	155,3
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	-	3,8	3,8	-	7,8	7,8
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ^(a)	3,1	19,6	22,7	4,4	23,7	28,1
Total (voir Note 8.1)	132,4	72,6	205,0	115,7	75,5	191,2

(a) Comprend notamment la part taux futur des instruments dérivés relatifs à la dette nette, non qualifiés de couverture pour 0,1 million d'euros au 30 juin 2020, contre 1,9 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Passifs financiers dérivés

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	0,7	50,0	50,7	0,4	41,5	41,9
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	-	1,0	1,0	-	4,3	4,3
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ^(a)	5,4	11,3	16,7	6,3	11,5	17,8
Total (voir Note 8.2)	6,1	62,3	68,4	6,7	57,3	64,0

(a) Comprend notamment la part taux futur des instruments dérivés relatifs à la dette nette, qualifiés de couverture de flux de trésorerie, pour 3,2 millions d'euros au 30 juin 2020, contre 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Ces instruments sont mis en place dans le cadre de la politique de gestion des risques du Groupe et sont analysés en Note 9.

8.5 Juste valeur des instruments financiers par niveau

8.5.1 ACTIFS FINANCIERS

Instruments de capitaux propres à la juste valeur

Les titres cotés sont comptabilisés dans les états de situations financières consolidés à leur juste valeur pour 20,8 millions d'euros au 30 juin 2020. Leurs justes valeurs déterminées en fonction des cours de bourse à cette date sont de niveau 1.

Les titres non cotés, dont la valeur s'élève à 99,9 millions d'euros au 30 juin 2020, sont évalués à partir de modèles d'évaluation basés principalement sur les dernières transactions, l'actualisation des dividendes ou flux de trésorerie et la valeur de l'actif net (juste valeur de niveau 3).

Au 30 juin 2020, la variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur de niveau 3 s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Instruments de capitaux propres à la JV par OCI	Instruments de capitaux propres à la JV par résultat
Au 31 décembre 2019	105,2	4,8
Acquisitions	0,9	-
Cessions (valeur comptable cédée)	(0,2)	(0,5)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	(2,5)	-
Variation de juste valeur enregistrée en résultat	-	-
Variations de périmètre, change et divers	(7,3)	(0,5)
Au 30 juin 2020	96,1	3,8

La valeur nette des titres non cotés ne constitue pas un montant homogène significatif susceptible d'être présenté séparément.

Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)

Les prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs), dont la valeur comptable au 30 juin 2020 s'élève à 669,5 millions d'euros, peuvent comporter des éléments entrant dans une relation de couverture de juste valeur. Au 30 juin 2020, aucune couverture n'a été mise en place.

principalement des swaps de taux et de change, ainsi que des achats et ventes à terme de devises. Il est comptabilisé à sa juste valeur au 30 juin 2020 pour 205,0 millions d'euros. La juste valeur de la quasi-totalité de ces contrats est déterminée à l'aide de modèles internes de valorisation basés sur des données observables. Ces instruments sont présentés en niveau 2.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (hors instruments de capitaux propres)

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, dont le montant au 30 juin 2020 s'élève à 80,1 millions d'euros sont considérés de niveau 2. En effet, leur juste valeur est déterminée à partir de données observables.

Instruments financiers dérivés

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés utilisé par le Groupe dans le cadre de sa gestion des risques, comporte

8.5.2 PASSIFS FINANCIERS

La juste valeur des dettes financières et des instruments financiers positionnés au passif se répartit de la manière suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes financières	16 306,3	9 086,5	7 219,8	-	13 908,4	7 498,3	6 410,1	-
Instruments financiers dérivés	68,4	-	68,4	-	64,0	-	64,0	-
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	50,7	-	50,7	-	41,9	-	41,9	-
Instruments financiers sur les matières premières	1,0	-	1,0	-	4,3	-	4,3	-
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments	16,7	-	16,7	-	17,8	-	17,8	-
Total	16 374,7	9 086,5	7 288,2	-	13 972,4	7 498,3	6 474,1	-

Dettes financières

Seuls les emprunts obligataires cotés émis par SUEZ sont présentés dans ce tableau en niveau 1. Les autres emprunts obligataires sont présentés dans ce tableau en niveau 2. La totalité de ces emprunts est évaluée notamment en tenant compte du risque de taux (composante taux d'intérêt) ; leur juste valeur est déterminée sur la base de données observables.

Instruments financiers dérivés

Se reporter à la description de la Note 8.5.1 pour justifier le niveau de juste valeur.

8.6 Compensation des instruments financiers dérivés actifs et passifs

Au 30 juin 2020, comme au 31 décembre 2019, le Groupe n'opère pas de compensation comptable de passifs financiers dans son état de situation financière. Par ailleurs, SUEZ souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes.

Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs dans son état de situation financière. Ils entrent cependant dans le champ d'application des informations à fournir au titre d'IFRS 7 sur la compensation :

(en millions d'euros)	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières		Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Montant brut ^(a)	201,2	(67,4)	3,8	(1,0)	183,4	(59,7)	7,8	(4,3)
Montant après compensation	193,9	(60,1)	3,7	(0,9)	170,9	(47,2)	7,8	(4,3)

(a) Montant brut des actifs et passifs financiers comptabilisés.

Note 9 Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise principalement des dérivés pour couvrir son exposition aux risques de marché.

La politique de gestion des risques est décrite en Note 14 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

9.1 Risques de marché

9.1.1 RISQUES DE MARCHÉ SUR MATIÈRES PREMIÈRES

9.1.1.1 Opérations de couverture

Sur les carburants et l'électricité, le Groupe engage des opérations de couverture de flux de trésorerie (*cash-flow hedge*) telles que définies par IFRS 9, en utilisant les instruments dérivés proposés sur les marchés de gré à gré, qu'ils soient fermes ou optionnels, mais toujours réglés en cash. L'objectif du Groupe est de se prémunir contre les évolutions défavorables des prix de marché pouvant en particulier affecter ses coûts d'approvisionnement.

9.1.1.2 Juste valeur des instruments financiers dérivés sur matières premières

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sur matières premières au 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Actifs		Passifs		Actifs		Passifs	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Couverture de flux de trésorerie	3,8	-	1,0	-	7,8	-	4,3	-
Total	3,8	-	1,0	-	7,8	-	4,3	-

9.1.2 RISQUE DE CHANGE

Par la diversification géographique de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change, c'est-à-dire que son état de situation financière et son compte de résultat sont sensibles aux variations des parités de change. Le risque de change comprend :

- ▶ le risque de transaction associé aux achats et ventes effectués par les sociétés du Groupe dans le cadre de leurs activités courantes ;

- ▶ le risque de transaction associé aux opérations de cessions et acquisitions ;
- ▶ le risque de juste valeur associé aux contrats de construction ;
- ▶ le risque de change associé aux actifs et passifs libellés en devises étrangères incluant les prêts et emprunts souscrits auprès des filiales ;

- le risque de conversion qui naît lors de la consolidation des comptes des filiales ayant pour devise fonctionnelle une devise autre que l'euro.

Les filiales du Groupe opèrent principalement localement et dans leur devise, l'exposition du Groupe au risque de transaction associé aux achats et ventes est donc limitée.

Le risque de conversion est essentiellement concentré sur les participations détenues aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Chili, en Chine et en Australie. En matière d'investissement dans des devises n'appartenant pas à la zone Euro, la politique de couverture du Groupe consiste à créer des passifs libellés dans la devise des flux de trésorerie générés par ces actifs en fonction de différents indicateurs internes et externes.

Parmi les instruments de couverture utilisés, la souscription d'emprunts dans la devise considérée constitue la couverture la plus naturelle. Le Groupe utilise également des produits dérivés de change (*swaps* de change, *cross currency swaps*...) qui permettent de créer synthétiquement des dettes en devises.

L'analyse de sensibilité est établie sur la base de la situation de l'endettement financier net (y compris instruments financiers dérivés) et des dérivés qualifiés de couverture d'investissement net à la date de clôture. Au 30 juin 2020, il n'y a pas d'instrument qualifié de couverture d'investissement net.

Pour le risque de change, le calcul de sensibilité consiste à évaluer l'impact dans les comptes consolidés d'une variation de cours de change de plus ou moins 10 % par rapport au cours de clôture.

Impact sur le résultat du risque de change après impact des dérivés de change

Une variation des cours de change des devises contre euro n'a d'impact en résultat que sur les actifs et passifs libellés dans une autre devise que la devise de reporting des sociétés les portant à

leur état de situation financière et dans la mesure où ces actifs et passifs n'ont pas été qualifiés de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro générerait un gain ou une perte de 8,4 millions d'euros.

Impact sur les capitaux propres après prise en compte des dérivés de change

Au 30 juin 2020, il n'y a pas de passif financier (dettes et dérivés) qualifié de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro ne générerait donc pas d'impact négatif ou positif en capitaux propres au titre des couvertures d'investissement net.

9.1.3 Risque de taux d'intérêt

L'objectif du Groupe est de réduire son coût de financement en limitant l'impact des variations de taux d'intérêt sur son compte de résultat.

La politique du Groupe est d'opérer une diversification des références de taux de la dette nette entre taux fixe et taux variable. L'objectif est de disposer d'une répartition équilibrée entre les différentes références de taux à horizon moyen terme (5 à 15 ans), la répartition pouvant évoluer en fonction du contexte de marché.

Ainsi, le Groupe a recours à des instruments de couverture (notamment à des *swaps*), afin de se protéger des augmentations de taux d'intérêt dans les devises dans lesquelles l'endettement a été souscrit.

9.1.3.1 Instruments financiers par type de taux

La ventilation par type de taux de l'encours des dettes financières et de l'endettement financier net, avant et après prise en compte des instruments dérivés de couverture, est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Encours des dettes financières

(en %)	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	22 %	33 %	20 %	33 %
Fixe	71 %	60 %	71 %	58 %
Fixe indexé à l'inflation	7 %	7 %	9 %	9 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Endettement financier net (hors dettes de location)

(en %)	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	-24 %	-6 %	-16 %	3 %
Fixe	113 %	95 %	103 %	84 %
Fixe indexé à l'inflation	11 %	11 %	13 %	13 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

La dette indexée à l'inflation correspond exclusivement à des titres émis par Aguas Andinas au Chili. Il s'agit d'emprunts obligataires à taux fixe en Unidad de Fomento (unité monétaire chilienne ajustée de l'inflation).

9.1.3.2 Analyse de sensibilité au risque de taux

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de l'endettement net (y compris instruments financiers ayant une composante de taux d'intérêt) à la date de clôture.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité consiste à calculer l'impact d'une variation des taux de plus ou moins 1 % par rapport aux taux d'intérêt en vigueur à la date de clôture.

Impact sur le résultat après prise en compte des dérivés de taux

Une variation de plus ou moins 1 % des taux d'intérêt court terme (uniforme pour toutes les devises) sur le nominal de la dette nette à taux variable, y compris la dette indexée à l'inflation, et les jambes à taux variable des dérivés, générerait sur la charge nette d'intérêt, une perte ou un gain de 3,6 millions d'euros.

Une augmentation de 1 % des taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, en compte de résultat, une perte de 0,6 million d'euros liée à la variation de juste valeur des dérivés non documentés. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt générerait *a contrario* un gain de 0,7 million d'euros.

Impact sur les capitaux propres après prise en compte des dérivés de taux

Une augmentation de 1 % de l'ensemble des courbes de taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, sur les

capitaux propres, un gain de 2,3 millions d'euros lié à la variation de juste valeur des dérivés documentés en couverture de flux de trésorerie comptabilisée dans les états de situations financières. *A contrario*, une diminution de 1 % générerait une perte de 1,8 million d'euros. La dissymétrie de l'impact est liée au faible niveau des taux court terme (inférieurs à 1 %) applicables à un certain nombre d'actifs et passifs financiers.

9.2 Risque de contrepartie

Le Groupe est exposé, par ses activités opérationnelles et financières, aux risques de défaillance de ses contreparties (clients, fournisseurs, intermédiaires, banques) lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

9.2.1 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Chaque *business unit* évalue le risque de contrepartie sur les activités opérationnelles en fonction de la typologie de son portefeuille clients et des aléas économiques, sanitaires tel que le Covid-19 (Voir Note 2.1). Elle documente la méthodologie retenue dans une matrice des risques de non recouvrement mise à jour pour tenir compte des évolutions précitées.

Les dépréciations sur créances clients et autres débiteurs sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Dépréciation & Brut	Perte de valeur	Net	Dépréciation & Brut	Perte de valeur	Net
Clients et autres débiteurs	4 818,0	(502,9)	4 315,1	5 018,8	(347,9)	4 670,9
Total	4 818,0	(502,9)	4 315,1	5 018,8	(347,9)	4 670,9

L'encours brut des créances clients et autres débiteurs dont l'échéance est dépassée est analysé ci-après :

Clients et autres débiteurs (en millions d'euros)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés ^(a) Total	Actifs non dépréciés non échus Total	Total
	0-6 mois	6-12 mois	Au delà d'1 an	Total			
au 30 juin 2020	307,1	46,4	54,2	407,7	580,1	3 830,2	4 818,0
au 31 décembre 2019	283,1	35,5	49,6	368,2	461,0	4 189,6	5 018,8

(a) Cet agrégat correspond à la valeur nominale des créances clients et autres débiteurs qui font l'objet d'une dépréciation partielle ou totale.

L'antériorité des créances échues non dépréciées peut varier significativement en fonction des catégories de clients auprès desquelles les sociétés du Groupe exercent leur activité, selon qu'il s'agit d'entreprises privées, de particuliers ou de collectivités publiques. Conformément aux termes d'IFRS 9, les entités du groupe SUEZ constituent depuis le 1^{er} janvier 2018 des matrices de risques de non recouvrement sur leurs créances commerciales par catégorie homogène de clients, adaptées à leurs réalités

locales, au regard des taux d'impayés observés dans un passé récent sur des créances à profil de risque de crédit similaire. Elles mettent à jour les matrices au moins une fois par an et les utilisent pour calculer les dépréciations en fonction des taux d'impayés attendus sur chacune des catégories homogènes de clients (voir Note 1.5.9.1 du Document d'Enregistrement Universel au 31 décembre 2019).

Évolutions du poste dépréciations clients et autres débiteurs :

(en millions d'euros)

Dépréciations clients et autres débiteurs

Au 31 décembre 2019	(347,9)
Dotations liées à risques crédits supplémentaires	(183,2)
Reprises pour excédent/extinction du risque	11,9
Reprises par la contrepartie des pertes irrécouvrables	9,1
Effets de périmètre, change et divers	7,2
Au 30 juin 2020	(502,9)

9.2.2 Activités financières

Risque de contrepartie lié aux prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs)

Le risque de contrepartie est suivi pour chaque ligne de prêt.

Risque de contrepartie lié aux activités de placement et à l'utilisation d'instruments financiers dérivés

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie sur le placement de ses excédents (trésorerie et équivalents de trésorerie) et au travers de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Dans le cas des instruments financiers, ce risque correspond à la juste valeur positive.

Le Groupe place la majorité de ses excédents de trésorerie et négocie ses instruments financiers de couverture avec des contreparties de premier plan. Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de contrepartie, le Groupe a mis en place des procédures de gestion et de contrôle basées, d'une part sur l'habilitation des contreparties en fonction de leurs ratings externes, de leurs surfaces financières et d'éléments objectifs de marché (*credit default swap*, capitalisation boursière), et d'autre part sur la définition de limites de risques.

Au 30 juin 2020, la décomposition des contreparties par type de notation sur les postes «trésorerie et équivalents de trésorerie» ainsi que sur les instruments financiers dérivés actifs est la suivante :

Risque de contrepartie lié aux activités de placement	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Total	Investment grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non investment grade ^(b)	Total	Investment grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non investment grade ^(b)
Exposition aux contreparties	5 269,0	93 %	6 %	1 %	3 838,9	93 %	5 %	2 %

(a) Contreparties dont la notation minimale est BBB- chez Standard & Poor's ou Baa3 chez Moody's.

(b) L'essentiel de ces deux expositions est porté par des sociétés consolidées dans lesquelles existent des intérêts minoritaires ou par des sociétés du Groupe opérant dans des pays émergents, où la trésorerie n'est pas centralisable et est donc placée localement.

9.3 Risque de liquidité

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe pourrait être exposé à un risque de manque de liquidités l'empêchant de faire face à ses engagements contractuels.

La politique de financement du Groupe s'appuie sur les principes suivants :

- ▶ politique active de diversification des sources de financements entre le marché bancaire et le marché des capitaux (Voir Note 2.4) ;
- ▶ profil de remboursement équilibré des dettes financières.

La décomposition des liquidités (trésorerie, ressources externes et facilités de crédit) est présentée ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés	80,1	29,8
Placements financiers liquides	215,1	130,0
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	4 892,8	3 573,0
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette à l'actif	178,5	155,3
Trésorerie active	5 366,5	3 888,1
Tirages sur facilités de crédit confirmées	346,7	345,9
Facilités de crédit confirmées non utilisées ^(a)	3 435,5	3 336,4
Total facilités de crédit^(b)	3 782,2	3 682,3
Tirages sur facilités de crédit confirmées	346,7	345,9
Autres emprunts bancaires	581,9	557,2
Ressources bancaires	928,6	903,1
% de l'encours de dettes financières (hors découverts bancaires et compte courants passifs de trésorerie)	7,0%	8,0%
Emprunts obligataires	10 901,2	9 474,5
Titres négociables à court terme	1 272,0	678,4
Financements par les marchés de capitaux	12 173,2	10 152,9
% de l'encours de dettes financières (hors découverts bancaires et compte courants passifs de trésorerie)	91,2%	90,0%
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés	80,1	29,8
Placements financiers liquides	215,1	130,0
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	4 892,8	3 573,0
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie passifs	(1 179,1)	(1 133,6)
Trésorerie disponible	4 008,9	2 599,2

(a) 82 % des lignes non tirées sont centralisées au 30 juin 2020.

(b) 83 % des lignes de crédit totales sont centralisées au 30 juin 2020. Aucune de ces lignes centralisées ne contient de clause de défaut liée à des ratios financiers ou à des niveaux de notation.

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement pour les principaux investissements qu'il envisage seront assurés par sa trésorerie disponible, les cessions de titres d'OPCVM détenus à des fins de transaction, ses flux de trésorerie futurs issus des activités opérationnelles et l'utilisation éventuelle des facilités de crédit dont il bénéficie ou le recours aux marchés de capitaux dans les limites autorisées par le Conseil d'Administration.

Au 30 juin 2020, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité et par nature sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Au-delà de 5 ans
Emprunts obligataires	10 901,2	16,0	876,2	701,4	449,1	513,5	8 345,0
Titres négociables à court terme	1 272,0	650,0	622,0	-	-	-	-
Tirages sur facilités de crédit	346,7	8,4	15,0	-	285,0	10,6	27,7
Autres emprunts bancaires	581,9	36,2	97,5	75,9	165,4	75,7	131,2
Autres emprunts	239,4	81,3	96,3	5,3	4,9	4,7	46,9
Emprunts	13 341,2	791,9	1 707,0	782,6	904,4	604,5	8 550,8
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	1 179,1	1 179,1	-	-	-	-	-
Encours des dettes financières	14 520,3	1 971,0	1 707,0	782,6	904,4	604,5	8 550,8
Actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat	(80,1)	(80,1)	-	-	-	-	-
Placements financiers liquides	(215,1)	(215,1)	-	-	-	-	-
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 892,8)	(4 892,8)	-	-	-	-	-
Endettement net hors dette de location et hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	9 332,3	(3 217,0)	1 707,0	782,6	904,4	604,5	8 550,8

Au 30 juin 2020, les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Au-delà de 5 ans
Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières	2 370,3	132,9	282,9	254,4	216,1	200,4	1 283,6

Au 30 juin 2020, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dérivés (hors matières premières) enregistrés au passif et à l'actif par date de maturité sont les suivants (montants nets) :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Au-delà de 5 ans
Dérivés (hors matières premières)	109,2	(26,4)	27,5	24,0	23,8	19,0	41,3

Afin de refléter au mieux la réalité économique des opérations, les flux liés aux dérivés enregistrés au passif et à l'actif présentés ci-dessus correspondent à des positions nettes. Par ailleurs, les valeurs présentées ci-dessus sont de signe positif dans le cas d'un passif, et de signe négatif dans le cas d'un actif.

Les facilités de crédit confirmées non utilisées ont les échéances suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Au-delà de 5 ans
Facilités de crédit confirmées non utilisées	3 435,5	109,0	210,2	88,7	160,0	212,6	2 655,0

Au 30 juin 2020, aucune contrepartie ne représentait plus de 11 % des programmes de lignes de crédit confirmées non tirées.

Note 10 Informations relatives aux contrats de location

Les analyses suivantes présentent les principaux postes relevant des contrats de location.

10.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se décomposent comme suit par catégorie :

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains	Constructions	Installation technique, et outillage industriel	Matériel de transport	Autres	Total
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	130,1	648,6	87,2	534,0	5,9	1 405,8
Entrées d'actifs	16,1	28,4	20,4	94,1	1,9	160,9
Pertes de valeur	-	(1,3)	-	-	-	(1,3)
Dotation aux amortissements	(5,6)	(58,2)	(13,7)	(81,2)	(2,1)	(160,8)
Résiliations	(4,8)	(1,6)	(0,6)	(1,5)	-	(8,5)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Change et divers	(0,6)	(4,5)	(0,3)	(5,4)	(0,3)	(11,1)
Valeur nette comptable au 30 juin 2020	135,2	611,4	93,0	540,0	5,4	1 385,0

10.2 Charges locatives bénéficiant d'exemptions dans le cadre de la norme IFRS 16

Au 30 juin 2020, les éléments suivants continuent à être présentés en charges locatives.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020
Contrats de location à court terme	46,4
Contrats de location à faible valeur	10,3
Charges sur loyers variable	1,9
Autres	13,8
Total	72,4

10.3 Dette de location

Au 30 juin 2020, les flux actualisés sur l'encours de la dette de location par date de maturité se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Au-delà de 5 ans
Dette de location	1 442,2	148,1	264,6	219,2	185,5	138,6	486,2

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020
Remboursement de la dette de location	164,8
Charge d'intérêt liée au passif locatif	14,4
Charges locatives bénéficiant d'exemptions à IFRS 16	72,4
Sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	251,6

10.4 Information sur les contrats de location simple – SUEZ bailleur

Ces contrats concernent principalement des installations de dessalement ou des unités mobiles mises à la disposition des clients de SUEZ WTS.

Valeur nette comptable des immobilisations données en location par catégorie.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Constructions	155,5	157,1
Équipements	48,6	56,9
Total	204,1	214,0

Les revenus locatifs sur le premier semestre 2020 correspondent aux loyers minimaux et représentent 38,5 millions d'euros.

Note 11 Participations ne donnant pas le contrôle

Les « Participations ne donnant pas le contrôle » s'élèvent à 2 731,4 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 2 824,8 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Elles concernent principalement :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Groupe Agbar	920,8	939,9
SWTS	653,2	681,2
SUEZ NWS	587,2	601,1

► Aguas Andinas

Au 30 juin 2020, sur la contribution totale du groupe Agbar, 674,9 millions d'euros proviennent de la société opérationnelle Aguas Andinas cotée à la Bourse de Santiago de Chile (Chili). Cette société est consolidée au sein du groupe SUEZ en intégration globale au taux d'intérêt de 25,1 % par l'intermédiaire des entités suivantes :

- la société IAM, également cotée à la Bourse de Santiago de Chile, consolide Aguas Andinas par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50,1 % ;

- le groupe Agbar consolide la société holding IAM par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50,1 % ;
- enfin, SUEZ consolide le groupe Agbar par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 100 %.

Sont présentés ci-après les états financiers consolidés résumés du groupe Aguas Andinas, extraits des données publiées (non auditées) les plus récentes soit au 31 mars 2020.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2020	31 décembre 2019
Actifs non courants	1 927,2	2 142,0
Actifs courants	291,8	234,7
<i>dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>138,1</i>	<i>85,6</i>
Total Actif	2 219,0	2 376,7
Capitaux propres part du Groupe	733,0	765,3
Participations ne donnant pas le contrôle	46,2	51,1
Total Capitaux propres	779,2	816,4
Passifs non courants	1 173,6	1 272,8
Passifs courants	266,2	287,5
Total Passif et capitaux propres	2 219,0	2 376,7
Taux de change clôture CLP/EUR	942,1	842,1

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2020	31 mars 2019
Chiffre d'affaires	177,3	207,1
Résultat opérationnel courant	87,1	108,8
Résultat net part du Groupe	52,1	72,0
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	0,6	1,4
Résultat net	52,7	73,4
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global de l'exercice	52,7	73,4
Taux de change moyen CLP/EUR	886,2	757,4

Dividendes versés (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2019	Au titre de 2018
Dividendes versés au 30 juin par Aguas Andinas	56,5	175,5

Note 12 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2019	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises pour excédent	Variations de périmètre	Variation liée à la désactualisation ^(a)	Écarts de change	Autres	30 juin 2020
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	823,9	5,8	(50,0)	-	(0,9)	7,1	(8,6)	(28,5)	748,8
Risques sectoriels	20,6	5,1	-	-	-	-	-	-	25,7
Garantie	25,9	7,8	(2,8)	-	-	-	(0,7)	(0,3)	29,9
Risques fiscaux, autres litiges et réclamations	51,7	2,6	(4,2)	-	-	-	(0,9)	0,2	49,4
Reconstitution de sites	544,1	30,6	(12,8)	-	-	5,9	(6,1)	-	561,7
Restructurations	52,7	33,8	(23,2)	-	-	-	(0,4)	(0,1)	62,8
Autres risques	456,3	79,7	(59,6)	(0,3)	-	1,4	(4,1)	6,2	479,6
Total provisions	1 975,2	165,4	(152,6)	(0,3)	(0,9)	14,4	(20,8)	(22,5)	1 957,9
Total provisions courantes	475,2	121,7	(80,1)	(0,1)	(0,3)	1,3	(4,6)	9,0	522,1
Total provisions non courantes	1 500,0	43,7	(72,5)	(0,2)	(0,6)	13,1	(16,2)	(31,5)	1 435,8

(a) L'effet de désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme correspond à la charge d'intérêts calculée sur le montant net des engagements de retraite et de la juste valeur des actifs de couverture, conformément à la norme IAS 19 révisée.

Le montant total des provisions est en diminution de -17,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Cette évolution est expliquée par :

- ▶ la diminution des engagements de retraites et assimilés pour -27,8 millions d'euros, liée à la révision des indices de revalorisation de différents régimes en France ;
- ▶ la variation négative des écarts de change à hauteur de -20,8 millions d'euros essentiellement sur le Royaume-Uni (-5,7 millions d'euros) et sur le Chili (-5,7 millions d'euros).

Les flux de dotations et reprises ainsi que les variations liées à la désactualisation des provisions sont ventilés de la façon suivante dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2020 :

(en millions d'euros)	Dotations nettes
Résultat des activités opérationnelles	12,1
Autres produits et charges financiers	14,4
Impôts	0,4
Total	26,9

Note 13 Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire

Les montants comptabilisés au titre des paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire sont les suivants :

(en millions d'euros)	(Charge) de la période	
	30 juin 2020	30 juin 2019
Plans d'attribution d'actions et d'unités de performance	(3,9)	(1,2)
Augmentations de capital réservées aux salariés ^(a)	0,1	(0,5)
Plans de rémunération à long terme ^(b)	5,9	4,3
Total	2,1	2,6

(a) L'impact des *Share Appreciation Rights* est présenté après couverture par des warrants (soumis à la norme IFRS 9).

(b) En 2020, cette ligne comprend une reprise de provision pour 9,2 millions d'euros relative au plan de 2017 dont la période d'attribution est échue. Cette reprise de provision est la contrepartie du montant versé aux bénéficiaires et inscrit dans les frais de personnel. En 2019, une reprise de provision de 9,7 millions d'euros avait été constatée au titre du plan 2016.

Ces charges sont comptabilisées conformément aux dispositions d'IFRS 2 et d'IAS 19 révisée.

Toutes les opérations et attributions antérieures à 2019 sont décrites dans la Note 20 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019 du Document d'Enregistrement Universel.

Note 14 Procédures judiciaires et d'arbitrage

14.1 Litiges et arbitrages

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays. Des provisions sont constituées au titre de ces litiges et arbitrages lorsqu'il existe une obligation (légale, contractuelle ou implicite) envers un tiers à la date de clôture, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de cette sortie de ressources peut être estimé avec une fiabilité suffisante. Le montant des provisions constituées à ce titre au 30 juin 2020 s'élève à 49,4 millions d'euros.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

LITIGES ARGENTINS

En Argentine, les tarifs applicables aux contrats de concession ont été bloqués par une loi d'urgence publique et de réforme du régime des changes (Loi d'Urgence) en janvier 2002 empêchant ainsi l'application des clauses contractuelles d'indexation des tarifs en cas de dépréciation du peso argentin par rapport au dollar américain.

En 2003, SUEZ – désormais ENGIE – et ses coactionnaires, concessionnaires des eaux de Buenos Aires et de Santa Fé ont entamé des procédures d'arbitrage contre l'État argentin en sa qualité de concédant, dans le but de faire appliquer les clauses contractuelles des contrats de concession devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) conformément aux traités bilatéraux de protection des investissements.

Ces procédures d'arbitrage CIRDI visent à obtenir des indemnités pour compenser la perte de valeur des investissements consentis depuis le début de la concession, suite aux mesures adoptées par l'Argentine après la promulgation de la Loi d'Urgence susmentionnée. Le CIRDI a reconnu sa compétence pour statuer dans les deux affaires en 2006. Parallèlement aux procédures CIRDI, les sociétés concessionnaires Aguas Argentinas et Aguas Provinciales de Santa Fé se sont vues contraintes d'entamer des procédures de résiliation de leur contrat de concession devant les juridictions administratives locales.

Toutefois, la situation financière des sociétés concessionnaires s'étant dégradée depuis la Loi d'Urgence, la société Aguas

Provinciales de Santa Fé a annoncé sa mise en liquidation judiciaire lors de son Assemblée Générale du 13 janvier 2006.

Parallèlement, la société Aguas Argentinas a demandé à bénéficier du « Concurso Preventivo » (comparable à la procédure française de redressement judiciaire). Dans le cadre de cette procédure de redressement judiciaire, une proposition concordataire opérant novation du passif admissible de la société Aguas Argentinas a reçu l'approbation des créanciers et a été homologuée par le juge de la faillite le 11 avril 2008. La proposition prévoyait un premier paiement de 20 % (soit l'équivalent d'environ 40 millions de dollars américains) lors de l'homologation et un second paiement de 20 % en cas d'indemnisation par l'État argentin. ENGIE et Agbar, en tant qu'actionnaires de contrôle, ont décidé de soutenir financièrement Aguas Argentinas pour faire face à ce premier paiement et ont versé respectivement, lors de l'homologation, la somme de 6,1 et 3,8 millions de dollars américains.

Par deux décisions datées du 30 juillet 2010, le CIRDI a reconnu la responsabilité de l'État argentin dans la résiliation des contrats de concession d'eau et d'assainissement de Buenos Aires et de Santa Fé. Par ailleurs, en juin 2011, le CIRDI a procédé à la nomination d'un expert afin d'évaluer de manière définitive le montant de la réparation au titre des préjudices subis. Les rapports portant sur les concessions de Buenos Aires et de Santa Fé ont été remis par l'expert au CIRDI respectivement en septembre 2013 et en avril 2014.

Concernant la concession de Buenos Aires, le CIRDI a rendu sa décision le 9 avril 2015, qui condamne la République argentine à verser 405 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Argentinas en réparation du préjudice subi (dont 367 millions de dollars américains à SUEZ et ses filiales). Début août 2015, cette décision a fait l'objet d'un recours en nullité de la part de la République argentine devant un Comité *ad hoc* du CIRDI. Ce recours a été rejeté en mai 2017, rendant la décision du CIRDI définitive. En avril 2019, le gouvernement argentin et les actionnaires d'Aguas Argentinas ont conclu et mis en œuvre un accord transactionnel de règlement en application de la sentence du CIRDI, au titre duquel SUEZ et ses filiales ont perçu un montant en numéraire de 224,1 millions d'euros.

Concernant la concession de Santa Fé, le CIRDI a condamné la République argentine, par une décision du 4 décembre 2015, à verser 225 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Provinciales de Santa Fé au titre de la résiliation du contrat de concession, l'intégralité de ce montant revenant ainsi à SUEZ et ses filiales. La République argentine a introduit un recours en nullité devant un Comité *ad hoc* du CIRDI en septembre 2016. Ce recours a été rejeté en décembre 2018, rendant la décision du CIRDI définitive.

Note 15 Transactions avec des parties liées

L'objet de cette note est de présenter les transactions qui existent entre le Groupe et ses parties liées, au sens de la norme IAS 24. Elles concernent les transactions avec :

- ▶ les sociétés associées et coentreprises du groupe SUEZ ;
- ▶ la société ENGIE, qui consolide SUEZ selon la méthode de la mise en équivalence ;
- ▶ les sociétés liées à la société ENGIE.

Par ailleurs, seules les opérations significatives sont décrites ci-dessous.

S'agissant d'une clôture intermédiaire, les transactions avec les principaux dirigeants ne sont pas détaillées dans la présente note.

15.1 Transactions avec le groupe ENGIE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2019
Transactions avec la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	(0,3)	8,9	(1,0)
Dettes non financières	0,4	0,3	7,3
Créances non financières	0,1	0,1	0,2
Créances au coût amorti ^(a)	-	-	10,7
Transactions avec les sociétés liées à la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	6,1	12,6	7,2
Créances non financières	5,6	8,8	1,4
Dettes non financières	1,0	0,8	1,4
Dettes financières	0,8	0,8	0,8
En-cours dettes financières hors instruments financiers	0,8	0,8	0,7
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières Actif/(Passif)	(0,4)	1,3	1,4

(a) À fin décembre 2019, cette créance est soldée, suite au règlement définitif du différend entre SUEZ et l'Argentine sur Aguas Argentinas. Voir Notes 2.2 et 23 du Document d'Enregistrement Universel SUEZ 2019.

15.2 Transactions réalisées avec les activités conjointes, les coentreprises et les sociétés associées

Au 30 juin 2020, ces transactions correspondent pour l'essentiel à des prêts accordés aux coentreprises et entreprises associées dont le solde dans l'état de situation financière s'élève à 101,2 millions d'euros et dont les principales lignes sont :

- ▶ 36,6 millions d'euros avec des coentreprises dans les métiers de l'Eau en Europe ;
- ▶ 25,4 millions d'euros avec des sociétés associées en charge de la mise en service et de l'exploitation d'incinérateurs au Royaume-Uni ;
- ▶ enfin, 13,8 millions d'euros avec une coentreprise basée au Koweït pour le contrat de maintenance d'une usine de traitement de l'eau.

Note 16 Événements postérieurs à la clôture

Néant.



Déclaration de la personne responsable du Rapport Financier Semestriel

Paris, le 29 juillet 2020

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport Semestriel d'Activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Bertrand Camus
Directeur Général
SUEZ



Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société SUEZ, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 29 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 « Conséquences de la pandémie de Covid-19 » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les différents impacts de la crise liée au Covid-19 sur l'activité de la société SUEZ et ses comptes semestriels.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 29 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 29 juillet 2020

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

Achour Messas

Dominique Muller

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Stéphane Pedron

TOUR CB21 — 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense, France
+33 (0)1 58 81 20 00 | www.suez.com

Crédit photo : Getty Images. Création et réalisation : Agence Marc Praquin.

